

République Démocratique du Congo
MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**RAPPORT ANNUEL
DE GESTION DE LA
DETTE PUBLIQUE
2018**

AVRIL 2019

4, Avenue de la Justice - Commune de la Gombe - B.P. : 12673 Kinshasa I

Ville-Province de Kinshasa

République Démocratique du Congo

E-mail : dgdp_rdc@yahoo.fr - dgdp@minfinrdc.com

Site web : <http://www.dgdp-rdc.org>

République Démocratique du Congo
MINISTRE DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE



**RAPPORT ANNUEL
DE GESTION DE LA
DETTE PUBLIQUE
2018**

AVRIL 2019

4, Avenue de la Justice - Commune de la Gombe - B.P. : 12673 Kinshasa I

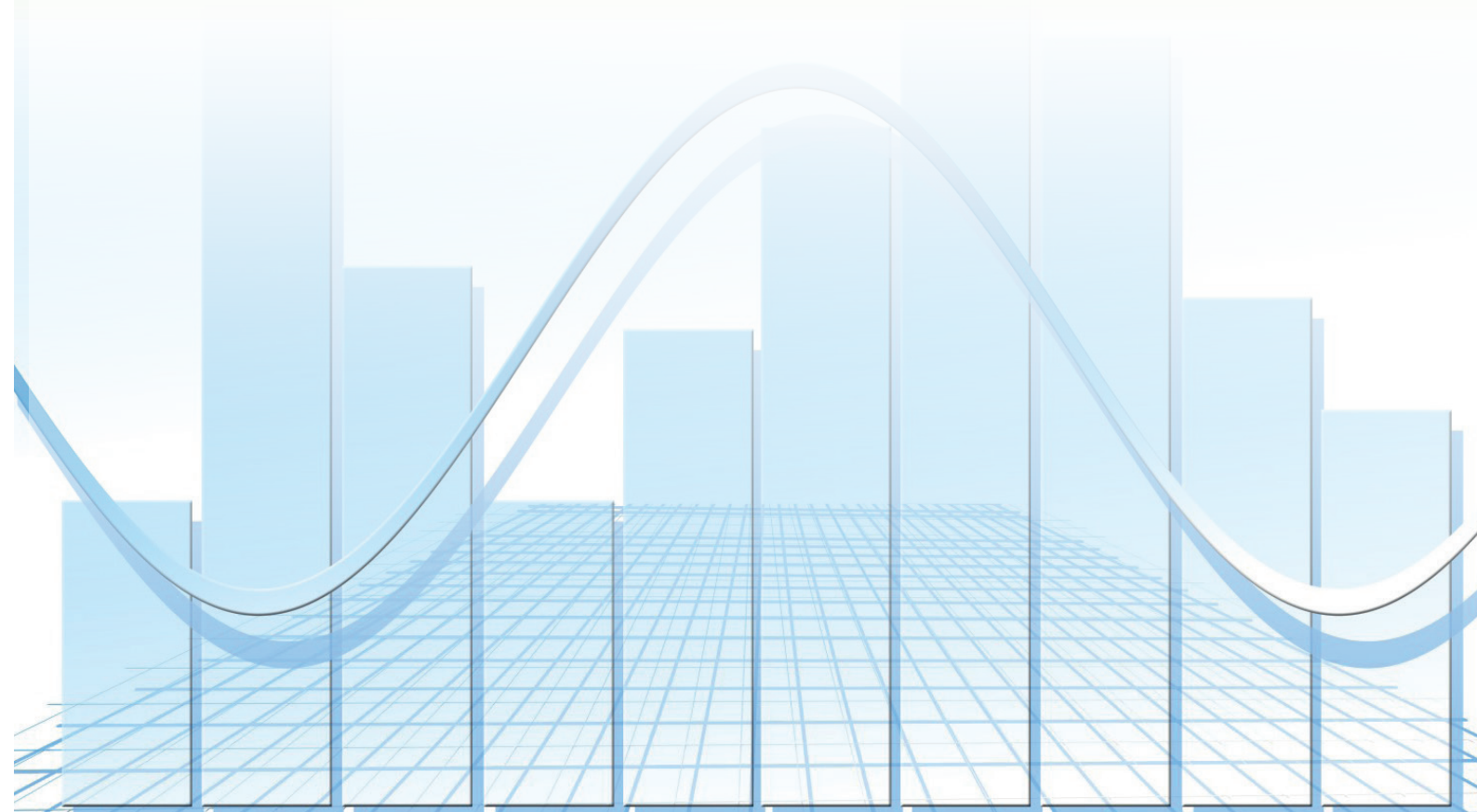
Ville-Province de Kinshasa

République Démocratique du Congo

E-mail : dgdp_rdc@yahoo.fr - dgdp@minfinrdc.com

Site web : <http://www.dgdp-rdc.org>

« Il est impératif de disposer d'une stratégie de gestion de la dette assez porteuse pour assurer la soutenabilité de la dette à moyen et long terme et minimiser les risques budgétaires. »



SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	iii
MOT DU DIRECTEUR GENERAL	1
MISSIONS DE LA DGDP	2
CHIFFRES CLES DE LA DETTE PUBLIQUE.....	3
CONTEXTE MACROECONOMIQUE	5
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE	6
1.1. INTRODUCTION	6
1.2. NOUVEAUX ENGAGEMENTS CONTRACTES	7
1.2.1. Nouveaux engagements extérieurs	7
1.2.2. Nouveaux engagements intérieurs	8
1.3. SERVICE EFFECTUE DE LA DETTE PUBLIQUE	9
1.3.1. Principal remboursé.....	10
1.3.2. Intérêts de la dette publique payés	11
1.4. DECAISSEMENTS EFFECTUES SUR EMPRUNTS EXTERIEURS	12
1.5. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE	13
1.5.1. Evolution de l'encours de la dette publique	13
1.5.2. Evolution de l'encours de la dette extérieure	15
1.5.3. Evolution de l'encours de la dette intérieure	19
1.6. INDICATEURS DES COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXTERIEURE	20
1.6.1. Coût du portefeuille de la dette extérieure courante	21
1.6.2. Risques du portefeuille de la dette extérieure courante.....	21
1.7. VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	22
1.8. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LA GESTION DU COUT ET DES RISQUES DU PORTEFEUILLE	23
CONCLUSION ET STRATEGIE FUTURE DE LA DETTE.....	25
ANNEXE	26

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BCC	: Banque Centrale du Congo
BCE	: Banque Centrale Européenne
CDF	: Franc Congolais (République Démocratique du Congo)
CNY	: Yuan Renminbi ou Yuan chinois
CVD	: Cadre de Viabilité de la Dette
EUR	: Euro
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole, ou International Fund for Agricultural Development (IFAD), en anglais
FMI	: Fonds Monétaire International
DGDP	: Direction Générale de la Dette Publique
DTS/SDR	: Droits des tirages spéciaux ou Special Drawing Right
GBP	: Livre sterling
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	: Association Internationale de Développement (souvent nommée International Development Association à cause de son abréviation anglaise, IDA)
I-PPTE	: Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
JPY	: Yen japonais
KWD	: Dinar Koweïtien
MC	: Monnaie de contrat
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, ou Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC), en anglais
PIB	: Produit Intérieur Brut
RD-Congo	: République Démocratique du Congo
SAR	: Riyal saoudien
SDMT	: Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
USD	: Dollar américain

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

• Tableaux

Tableau n 1	: Les termes et conditions du prêt Exim Bank of China Conclu en 2018	7
Tableau n 2	: Répartition des engagements extérieurs selon les termes et conditions indicatifs	8
Tableau n 3	: Récapitulation de certification de la dette publique intérieure en 2018	8
Tableau n 4	: Evolution du service effectué de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)	9
Tableau n 5	: Evolution du service effectué de la dette publique par type de créanciers au 31/12/2018 (En millions de USD)	10
Tableau n 6	: Evolution du remboursement du principal de 2014 à 2018 (En millions de USD)	11
Tableau n 7	: Evolution du paiement des intérêts de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)	11
Tableau n 8	: Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités de 2017 à 2018 (En millions de USD)	12
Tableau n 9	: Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par catégorie de créanciers de 2014 à 2018 (En millions de USD)	13
Tableau n 10	: Evolution de l'encours de la dette publique par composante de 2013 à 2018 (En millions de USD)	14
Tableau n 11	: Evolution de l'encours de la dette publique et du taux d'endettement de 2014 à 2018 (En millions de USD et en % du PIB)	14
Tableau n 12	: Evolution de l'encours de la dette extérieure par type de bailleurs de 2014 à 2018 (En millions de USD)	16
Tableau n 13	: Evolution de l'encours de la dette extérieure par composante de 2014 à 2018 (En millions de USD)	17
Tableau n 14	: Evolution de l'encours de la dette extérieure par type de taux d'intérêts de 2014 à 2018 (En millions de USD)	18
Tableau n 15	: Evolution de l'encours de la dette intérieure par catégorie de 2014 à 2018 (En millions de USD)	19
Tableau n 16	: Indicateurs des coûts et risques liés au portefeuille de la dette extérieure de 2017 à 2018	21
Tableau n 17	: Evaluation des principaux indicateurs de la dette publique extérieure en 2018	24
Tableau n 18	: Ciblage des principaux indicateurs de la dette publique extérieure pour 2019	25

• Graphiques

Graphique n 1	: Evolution du taux de change du Franc congolais par rapport aux devises étrangères	6
Graphique n 2	: Evolution du ratio d'endettement de la dette publique de la RD-Congo (En % du PIB)	7
Graphique n 3	: Evolution de l'encours de la dette publique de la RD-Congo (En millions de USD)	7
Graphique n 4	: Répartition des nouveaux engagements extérieurs contractés en 2017 et 2018 (En millions de USD)	7
Graphique n 5	: Evolution de la certification de la dette publique intérieure de 2017 à 2018	8
Graphique n 6	: Evolution du service effectué de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)	9
Graphique n 7	: Répartition du service effectué de la dette publique par devise au 31/12/2018	10
Graphique n 8	: Répartition du remboursement du principal de la dette publique de 2014 à 2018	11
Graphique n 9	: Evolution du paiement des intérêts de la dette publique de 2014 à 2018	11
Graphique n 10	: Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités au 31/12/2018 (En millions de USD)	12
Graphique n 11	: Evolution des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par de catégorie des créanciers de 2014 à 2018 (En millions de USD)	13
Graphique n 12	: Evolution du taux d'endettement public de 2014 à 2018 (En % du PIB)	14
Graphique n 13	: Evolution de l'encours de la dette publique de la RD-Congo de 2014 à 2018 (En millions de USD)	15
Graphique n 14	: Répartition de l'encours de la dette publique de la RD-Congo au 31/12/2018 (En % du total)	15
Graphique n 15	: Evolution du taux d'endettement et de l'encours de la dette extérieure de 2014 à 2018 (En millions de USD et en % du PIB).	15
Graphique n 16	: Ventilation du portefeuille de la dette extérieure par type de créanciers au 31/12/2018 (En % du total).	16
Graphique n 17	: Evolution de la dette extérieure par type de bailleurs de 2014 à 2018 (En millions de USD).	16
Graphique n 18	: Evolution de l'encours de la dette extérieure directe de 2014 à 2018	17
Graphique n 19	: Evolution de l'encours des arriérés techniques la dette extérieure de 2014 à 2018 (En millions de USD)	17
Graphique n 20	: Répartition de l'encours de la dette extérieure par type de taux d'intérêt au 31/12/2016 (En % du total)	18
Graphique n 21	: Répartition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31/12/2018, avec les DTS (En % du total)	19
Graphique n 22	: Répartition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31/12/2018, après éclatement de DTS (En % du total de USD)	19
Graphique n 23	: Evolution des arriérés de la dette publique intérieure de 2014 à 2018 (En millions de USD)	20
Graphique n 24	: Evolution des arriérés de la dette publique intérieure par catégorie de 2014 à 2018 (En millions de USD)	20
Graphique n 25	: Profil de remboursement de la dette extérieure courante de 2019 à 2068 (En millions de USD)	22





MOT DU DIRECTEUR GENERAL

Au cours de l'année 2018, la gestion de la dette publique de la République Démocratique du Congo s'est déroulée dans un contexte international marqué par une hausse remarquable de l'endettement mondial qui a atteint des niveaux jamais observés depuis les années 1950. Selon le FMI, la dette mondiale, à la fois publique et privée, a atteint entre 2017 et 2018 le record de 184.000 milliards de dollars, soit 225% du PIB mondial. En moyenne, cette dette dépasse désormais les 86.000 dollars par habitant, ce qui représente plus de deux fois et demi le revenu moyen par habitant.

Le moteur de cette hausse, quasi continue depuis 1950, est le secteur privé dont la dette a triplé depuis cette date. Il représentait en 2017 près des deux tiers de l'endettement mondial, le reste étant de la dette publique. Cette dernière, qui affichait une baisse constante jusqu'au milieu des années 1970, repart de plus belle depuis, tirée vers le haut par les économies avancées et, plus récemment, par les pays émergents et ceux en développement. Sur le podium des plus gros emprunteurs mondiaux en 2018 figurent les États-Unis, avec une dette représentant 256% de leur PIB nominal. La Chine est aussi l'un des plus gros emprunteurs au monde, avec une dette globale de 254% de son PIB, tout comme le Japon qui possède une dette frôlant les 400% de son PIB.

Sur le plan national, l'environnement de la dette est marqué en 2018 par la poursuite de la politique prudente de la gestion de la dette publique en vue de maintenir sa viabilité. Les préparatifs de lancement d'un marché domestique des titres publics a également marqué l'année sous analyse. Aussi, au cours de cette même année, avec l'assistance d'Afritac Centre, les experts congolais prestant dans la chaîne de la dette, notamment ceux de la Direction Générale de la Dette Publique, des Ministères du Plan et Budget, ainsi que ceux de la Banque Centrale, ont réalisé la Stratégie de la Dette à Moyen Terme pour la période 2018 – 2021.

Par rapport à ses activités, outre l'analyse des dossiers d'emprunt, les opérations d'enregistrement et de paiement du service de la dette, la Direction Générale de la Dette Publique a poursuivi les activités de réforme du système de gestion de la dette. Ces activités qui visent l'arrimage des méthodes de gestion de la dette publique aux meilleures pratiques internationales, concernent : (1) le renforcement des capacités techniques et opérationnelles de gestion de la dette, (2) l'adoption du document de stratégie d'endettement public à moyen terme, (3) la promulgation de la loi sur l'endettement public et (4) la création du marché domestique des titres publics.

Le présent rapport se focalise uniquement sur la gestion de la dette publique de la République Démocratique du Congo au cours de l'année 2018. Il présente successivement l'environnement économique tant national qu'international, les opérations de gestion de la dette en termes de nouveaux engagements, de service, des décaissements sur les emprunts en cours, l'encours de la dette à fin 2018 et l'analyse des indicateurs des coûts et risque du portefeuille de la dette publique.

Kinshasa, Avril 2019

Bertin MAWAKA LUBEMBO


Directeur Général



MISSIONS DE LA DGDP

Créée par le Décret n° 09/061 du 03 décembre 2009, la Direction Générale de la Dette Publique, en sigle DGDP, service public, est l'organe conseil de l'Etat en matière d'endettement public. Elle a pour mission de gérer la dette publique (tant intérieure qu'extérieure, directe et indirecte), les emprunts à moyen et long terme, y compris la dette consolidée et les arriérés budgétaires de plus d'un an.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et de proposer au Gouvernement la politique nationale d'endettement, y compris la prospection des meilleures sources de financement ;
- de donner préalablement un avis technique sur tout financement interne ou externe générateur de dette publique pour l'Etat, les entreprises publiques, les établissements publics, les entités territoriales décentralisées, y compris les emprunts garantis ;
- de préparer et de participer aux négociations des accords d'emprunt, de prêt et d'aménagement de la dette publique ainsi que des créances extérieures ;
- de gérer la dette publique intérieure et extérieure, la dette garantie, ainsi que les créances extérieures et celles nées de la dette rétrocédée ;
- de veiller à ce que les bénéficiaires d'emprunts garantis par l'Etat et de la dette rétrocédée s'acquittent de leurs obligations ;
- de mobiliser et de suivre l'utilisation de tout financement interne et externe générateur de dette publique, directe et indirecte, et, à ce titre, viser toute demande de décaissement et d'assurer le suivi des projets réalisés sur emprunts publics ;
- d'assurer le service des emprunts intérieurs et extérieurs ;
- de gérer, de manière autonome, tout fonds qui lui est confié par l'Etat en rapport avec le financement des investissements et d'en assurer éventuellement le placement.

Des missions additionnelles ont été confiées à la DGDP, notamment la gestion des dettes et créances nées des mesures de zaïrianisation, le contentieux y relatif et le recouvrement des créances de l'ex-Fonds de Convention de Développement (ex-FCD).

Chiffres clés

Dette publique

2017

2018

Dette
publique

- Encours (en millions USD)
- % du PIB

6.415,67
18,19%

5.148,59
10,56%

Dette
publique
Extérieure

- Encours (en millions USD)
- % du PIB
- Part du total

4.593,46
13,02%
71,60%

3.282,55
6,73%
64%

Dette
publique
Intérieure

- Encours (en millions USD)
- % du PIB
- Part du total

1.822,21
5,17%
28,40%

1.866,04
3,83%
36%

Dette publique Extérieure

		2017	2018
Coût et Risque (Dette extérieure courante)	• Coût moyen • Durée de Vie Moyenne (en années) • Part de la dette à taux Variables	2,26% 9,21 0,0%	2,07% 9,80 0,0%
Structure par Bailleurs	• Multilatéraux • Bilatéraux • Banques Commerciales • Autres	41,93% 27,13% 27,84% 3,10%	58,36% 35,33% 0,01% 6,30%
Structure en Devises	• USD • DTS • EUR • CNY • Autres	55,97% 26,23% 3,77% 6,72% 7,31%	33,19% 37,95% 5,46% 8,15% 15,25%

CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. ENVIRONNEMENTS INTERNATIONAL ET NATIONAL

• ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La gestion de la dette publique s'est déroulée, au cours de l'année 2018, dans un contexte international marqué par la reprise cyclique de l'économie mondiale qui a commencé au milieu de 2016, et qui continue de s'affermir. La croissance mondiale devrait atteindre 3,9% en 2018 et 2019. Mais, il convient de noter que l'expansion devient moins égale, et les risques entourant les perspectives augmentent.

Le rythme de l'expansion semble avoir culminé dans certains grands pays et la croissance est devenue moins synchronisée. Aux Etats-Unis, la dynamique à court terme s'affermi, et le dollar s'est apprécié d'environ 5% au cours de dernières semaines de 2018. Les projections de la croissance ont été révisées à la baisse pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, car l'activité a été inférieure aux prévisions au début de 2018.

Parmi les pays émergents et les pays en développement, les perspectives de croissance deviennent aussi plus inégales, sur fond de la montée du prix de pétrole, de la hausse des rendements aux Etats-Unis, d'une escalade des tensions commerciales et des pressions des marchés sur les monnaies de pays dont les paramètres économiques fondamentaux s'affaiblissent.

• ENVIRONNEMENT NATIONAL

Au niveau national, la situation économique de la RDC en 2018 a été caractérisée par une stabilité interne qu'externe retrouvée depuis le dernier trimestre de 2017 et qui s'est consolidée au cours de derniers mois de 2018. Cette situation est consécutive à la mise en œuvre d'une politique budgétaire restrictive en coordination avec la politique monétaire. Cependant, les observateurs avertis font remarquer que cette stabilité reste fragile.

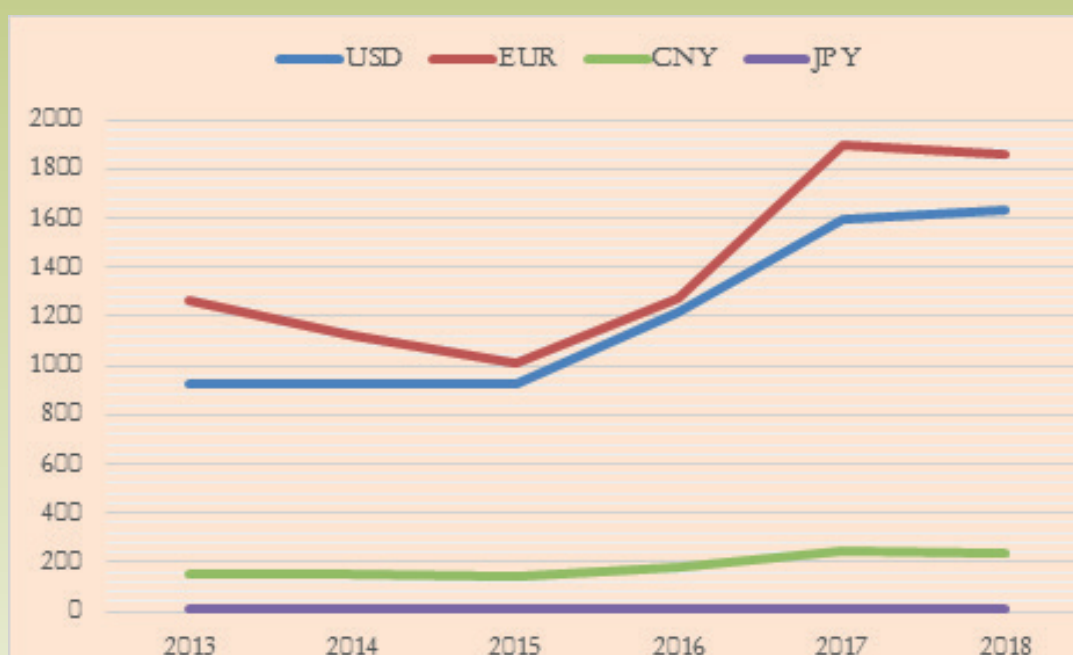
La stabilité interne se justifie par la réduction des pressions inflationnistes et celles du taux de change. En effet, l'inflation est restée inférieure à 1% depuis juin 2018 ; tandis que la variation du taux de change est restée inférieure à 5% à la même période. Et en glissement annuel, cette inflation reste à deux chiffres, soit 14,5% à fin octobre 2018.

Quant à la stabilité externe, elle se tient du contexte des cours élevés des principaux produits d'exportation de la RDC. C'est le cas de prix mensuels moyens du cuivre et du cobalt qui ont respectivement augmenté de 22% et 222% entre juillet 2016 et octobre 2018. Pour le cuivre, après 3 mois de suite des baisses, le prix du cuivre vient de connaître une augmentation mensuelle de 3,4% en octobre 2018. Alors que pour le cobalt, après quatre mois, il vient de connaître une augmentation de 0,6% à la période

1.2. EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES

Les taux de change des quatre principales devises de la dette extérieure courante, à savoir le dollar américain, l'euro, le yuan renminbi et le yen japonais, ont connu une relative stabilité de 2012 à 2015. L'appréciation observée entre 2015 et 2017 du dollar américain et de l'euro, face au franc congolais, est consécutive à la baisse des prix de principaux produits d'exportation de la RDC au niveau international et au ralentissement de l'activité économique qui s'en est suivi. Ces deux devises sont les principales monnaies de paiement du service de la dette du pays. La remontée des prix du cobalt et du cuivre, observée à partir de 2017, favorise la reprise de la stabilité sur le marché de change. Ainsi, le taux de change du dollar américain par rapport au franc congolais est passé de CDF 1.591,9135 en 2017, à CDF 1.635,0798 à fin 2018, soit une dépréciation de seulement 2,67%, contre 30,95% enregistré entre 2016 et 2017. Quant à l'euro, elle s'est dépréciée de 2,09%, partant de CDF 1.902,1022 en 2017, à CDF 1.862,3658 en 2018.

Graphique n° 1 : Evolution du taux de change du Franc congolais par rapport aux devises étrangères (de 2013 à 2018)



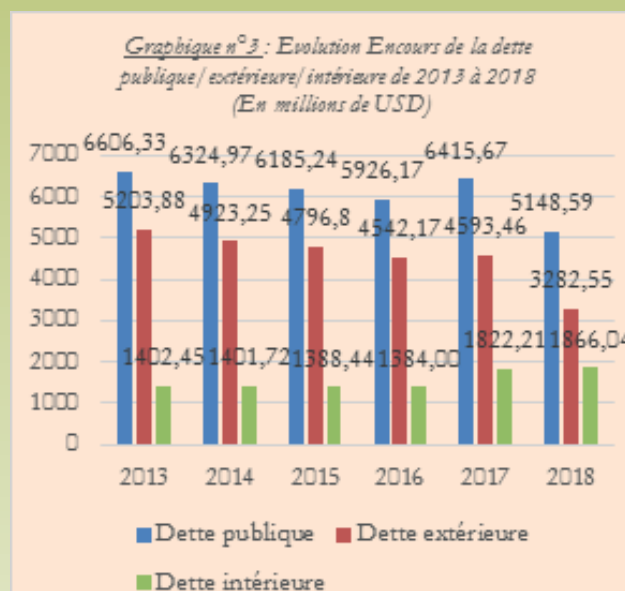
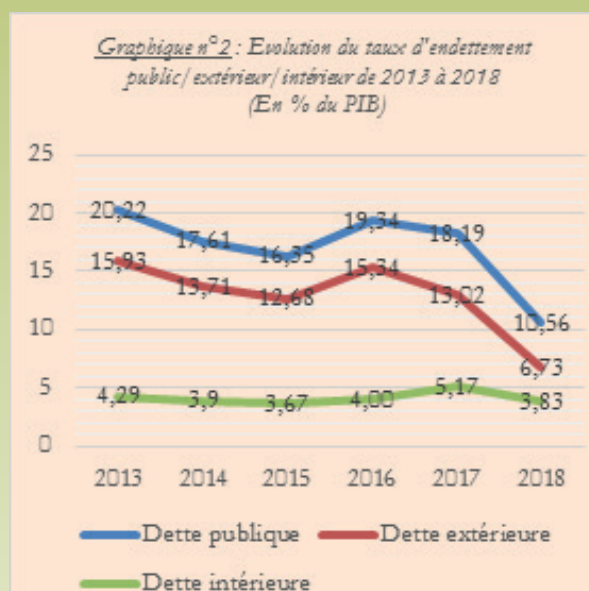
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2018

1.1. INTRODUCTION

L'encours de la dette publique de la RD-Congo s'élève à fin 2018 à USD 5.148,59 millions (CDF 8 418,35 milliards) dont USD 3.282,55 millions (CDF 5.367,23 milliards) de dette extérieure, soit 64% du total, et USD 1.866,04 millions (CDF 3.051,12 milliards) de dette intérieure, soit 36% du total. Le stock de la dette publique représente 10,56% du PIB.

L'endettement public congolais est principalement d'origine extérieure. La dette extérieure est essentiellement due aux créanciers officiels (93,70%), notamment aux institutions multilatérales (58,37%) et aux partenaires bilatéraux (35,33%). Néanmoins, la part de la dette publique contractée auprès de créanciers privés a considérablement diminué, passant de 30,94% du total à la fin de 2017 à 6,31% à fin 2018 dont 0,01% pour les commerciaux et 6,30% pour les autres créanciers. Cette baisse serait consécutive au reclassement du passif conditionnel, conformément aux directives du SDSP du FMI.

Le taux d'endettement public est passé d'un peu plus de 121% en 2009 à 26% en 2010, 16% en 2015 et à environ 10% en 2018. La RD-Congo a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (I-PPTE) et reçu en juillet 2010 une aide au titre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM). L'encours de la dette extérieure évalué à USD 13.700 millions avant le point d'achèvement, a fortement diminué pour passer à USD 6.606,33 millions en 2013 et à USD 3.282,55 millions en 2018.



1.2. NOUVEAUX ENGAGEMENTS CONTRACTES

1.2.1. Nouveaux engagements extérieurs

Au cours de l'année 2018, le Gouvernement de la RD-Congo n'a contracté qu'un seul nouvel engagement extérieur de l'ordre de USD 298,88 millions.

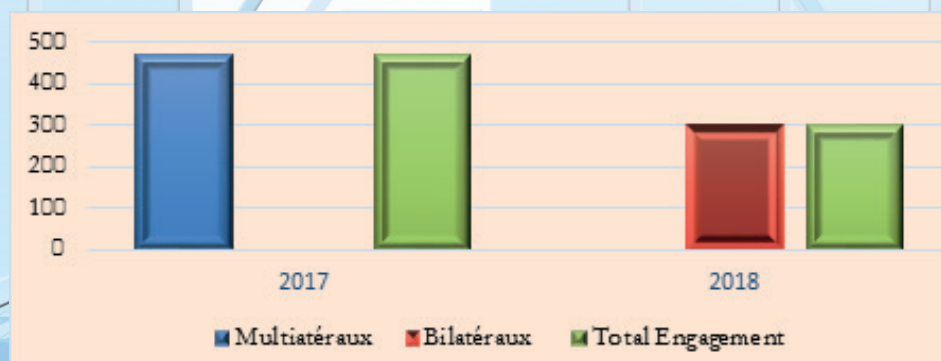
Cet emprunt est contracté auprès de l'Exim Bank of China (Club de Kinshasa) pour une maturité de 20 ans dont 7 ans de grâce, et un taux d'intérêt fixe de 2%/l'an. Il servira à financer le projet de construction du poste 220 kV de Kinsuka et des réseaux de distribution associés, au profit de la SNEL SA.

Le tableau n°1 ci-après résume les principaux termes de l'emprunt Exim Bank of China 2018.

Tableau n° 1 : Les termes et conditions du prêt Exim Bank of China conclu en 2018

Créanciers	Montant en Monnaie de Contrat (En millions)	Taux d'intérêt (%)	Commission d'engagement (%)	Maturité (années)	Délai de grâce (années)	Elément don (%)	Durée moyenne (année)	Secteur économique
Exim Bank of China	USD 298,88	2,00	0,75	20	7	28,18	14,00	Electricité : Infrastructures

Graphique n° 4 : Répartition des nouveaux engagements extérieurs contractés en 2017 et 2018 (En millions de USD)



Comparativement à l'année 2017, il ressort qu'il y a eu baisse de nouveaux engagements extérieurs de l'ordre de 60%. En termes de coût, il se dégage un ralentissement de la durée moyenne de nouveaux financements qui est passée de 23,2 ans à 14. Cette baisse est due au caractère semi concessionnel de ce prêt chinois dont la maturité n'est pas assez allongée (20 ans).

Tableau n° 2 : Répartition de nouveaux engagements extérieurs contractés selon le type de créancier et conditions du prêt.

Créanciers	2017	2018	Variation (%)
	(1)	(2)	(2)/(1)
Montant total	469,05	298,88	-36,32
<i>Bilatéraux</i>	-	298,88	-
<i>Multilatéraux</i>	469,05	-	-
Durée moyenne (année)	23,5	14,00	-40,42
Elément- don moyen (%)	54,7	28,18	-48,48

Par secteur d'activités, l'unique engagement extérieur contracté en 2018 est totalement affecté au secteur d'infrastructures électriques, à savoir : Construction d'un poste de 220 kV et des réseaux de distribution associés, devant servir au transport du courant électrique produit par la Centrale hydroélectrique Zongo II. Par contre, en 2017, les emprunts contractés étaient répartis, en ordre d'importance, comme suit : infrastructures (46%), agriculture (28%) et électricité (26%).

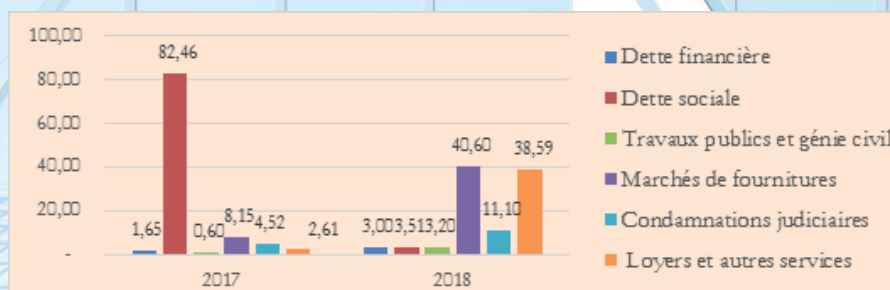
1.2.2. Nouveaux engagements intérieurs

Les engagements intérieurs tels que présentés dans le présent rapport sont ceux générés uniquement par la certification de la dette intérieure. Au total, en 2018, 59 dossiers ont été certifiés pour un montant de USD 112.089.666,50. Les détails de ces engagements intérieurs sont donnés dans le tableau qui suit :

Tableau n° 3 : Récapitulation de certification de la dette publique intérieure en 2018 (En millions de USD).

Catégorie de dette	Nombre de dossiers	Montant	%
1. Dette financière	02	3,36	3,00
2. Dette sociale	09	3,93	3,51
3. Travaux publics et génie civil	05	3,58	3,20
4. Marchés de fournitures	11	45,51	40,60
5. Condamnations judiciaires	17	12,45	11,10
6. Loyers et autres services	15	43,25	38,59
Total	59	112,08	100,00

Graphique n° 5 : Evolution de la certification de la dette publique intérieure de 2017 à 2018 (En % du total).



Globalement, si en 2017, 496 dossiers ont été certifiés pour un montant de USD 661,04 millions, par contre, en 2018, 59 dossiers seulement ont été certifiés pour USD 112,08 millions.

1.3. SERVICE EFFECTUE DE LA DETTE PUBLIQUE

Le service de la dette publique, en principal remboursé et intérêts payés, effectué en 2018 a totalisé USD 232,56 millions, à raison de USD 225,23 millions pour la dette extérieure et USD 7,33 millions pour la dette intérieure. Comparé à 2017 dont le service se situait à USD 220,96 millions, il se dégage globalement une hausse de USD 11,39 millions, soit 5,15%, due essentiellement au paiement de certains créanciers intérieurs qui ont accepté la décote, et au paiement du service dû au titre de nouveaux prêts extérieurs renégociés dans le cadre du Club de Kinshasa.

Tableau n° 4 : Evolution du service effectué de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)

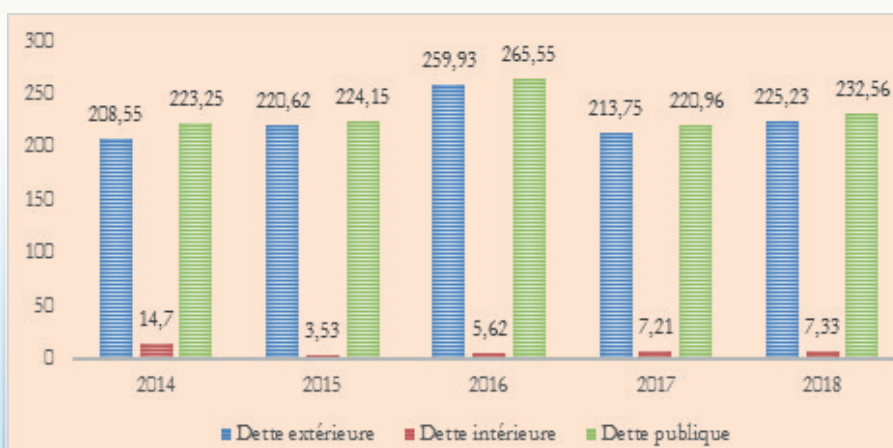
	2014		2015		2016		2017		2018		
	P	I	P	I	P	I	P	I	P	I	
Dette extérieure	186,21	22,34	201,41	19,21	241,19	18,74	192,75	21,00	201,08	24,15	
Dette intérieure	14,70	-	3,53	-	5,62	-	7,21	-	7,33	-	
Dette publique	200,91	22,34	204,94	19,21	246,81	18,74	199,96	21,00	208,41	24,15	

* P : Principal remboursé

I : Intérêts payés

Pour la dette extérieure, on observe, une tendance haussière d'une moyenne de USD 25 millions par an avec un pic en 2016, et qui s'est décélérée en 2017 et 2018 avec une moyenne d'environ 10 millions de USD l'an. Par contre, pour la dette intérieure, après l'apurement des dettes dues à certains créanciers de la catégorie « Loyers et autres services » à fin 2014, le service de la dette connaît un fléchissement et tourne autour de USD 6 millions.

Graphique n° 6 : Evolution du service effectué de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)



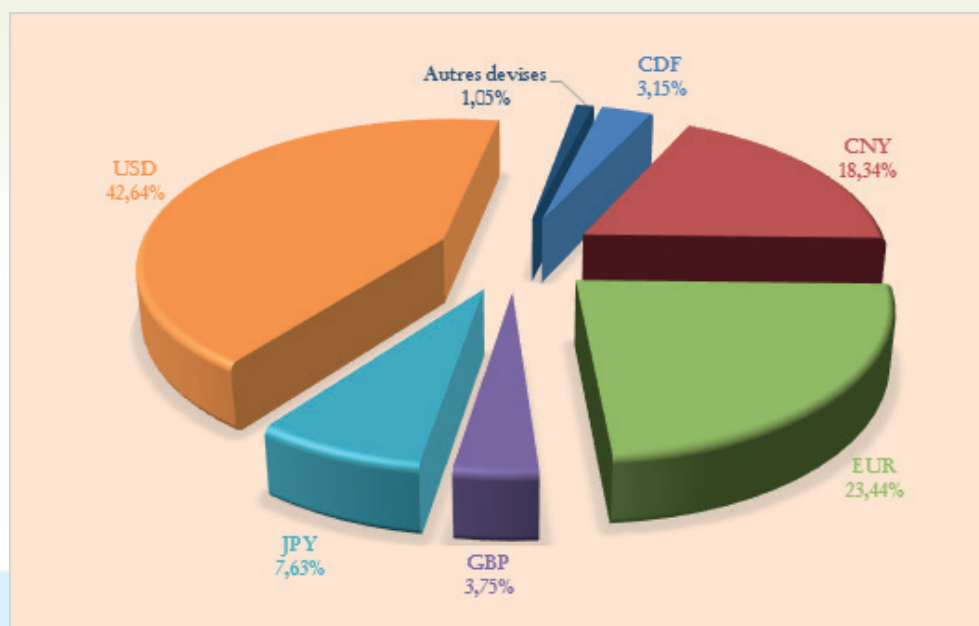
Par type des créanciers, les multilatéraux et les bilatéraux ont bénéficié respectivement de 67% et de 28% du service total payé par le Trésor public au cours de l'année 2018. Les fournisseurs et les autres créanciers extérieurs ont obtenu moins de 1% du service total payé, tandis que les créanciers domestiques n'en ont reçu que 3%.

Tableau n° 5 : Répartition du service effectué de la dette publique par type de créanciers au 31/12/2018 (En millions de USD)

Type de créanciers	Principal remboursé	Intérêts payés	Service total	Part en % du service
I. Dette publique extérieure	201,08	24,15	225,23	96,85%
1. Créanciers bilatéraux	56,41	9,66	66,07	28,41%
2. Créanciers Multilatéraux	141,97	14,41	156,38	67,24%
3. Fournisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00%
4. Autres créanciers	2,7	0,08	2,78	1,20%
II. Dette publique intérieure	7,33	0,00	7,33	3,15%
1. Dette financière	0,00	0,00	0,00	0,00%
2. Dette sociale	0,00	0,00	0,00	0,00%
3. Travaux publics et génie civil	7,33	0,00	7,33	3,15%
4. Marchés de fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00%
5. Condamnations judiciaires	0,00	0,00	0,00	0,00%
6. Loyers et autres services	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total Service effectué	208,41	24,15	232,56	100,00%

L'euro est la principale devise d'exécution du service de la dette publique extérieure, suivi du dollar américain (USD) avec respectivement 47,06% et 24,93%. Le yuan renminbi (ou chinois) ne cesse de progresser et représente 8,52% du service de la dette après le yen japonais (13,19%). Bien que libellé en dollar américain pour préserver le pouvoir d'achat des créanciers, le service de la dette publique intérieure est exécuté en monnaie nationale au taux du jour de paiement.

Graphique n°7 : Répartition du service effectué de la dette publique par devise au 31/12/2018



1.3.1. Principal remboursé

Le remboursement du principal de la dette publique est en constante augmentation du fait de la forte proportion de la dette extérieure.

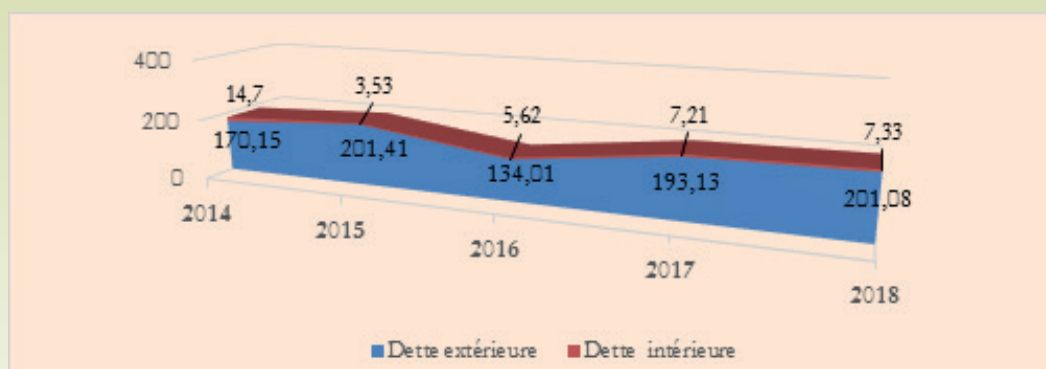
Le principal remboursé en 2018 se chiffre à USD 208,41 millions dont USD 201,8 millions pour la dette extérieure et USD 7,33 millions pour la dette intérieure. Concernant la dette extérieure, le principal remboursé est passé de USD 201,41 millions en 2015 à USD 134,01 millions en 2016, avant

d'augmenter progressivement à USD 193,13 en 2017 et USD 201,08. Cette situation est presque semblable avec l'évolution de la dette intérieure qui garde une tendance haussière depuis 2015 en passant de USD 3,53 millions à USD 7,33 millions en 2018.

Tableau n° 6 : Evolution de remboursement du principal de 2014 à 2018 (En millions de USD)

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018
Dette extérieure	170,15	201,41	134,01	193,13	201,08
Dette intérieure	14,7	3,53	5,62	7,21	7,33
Total Principal remboursé	184,85	204,94	139,63	200,34	208,41
Evolution (En %)		10,87	-31,87	43,48	4,03

Graphique n°8 : Répartition du remboursement du principal de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions USD)



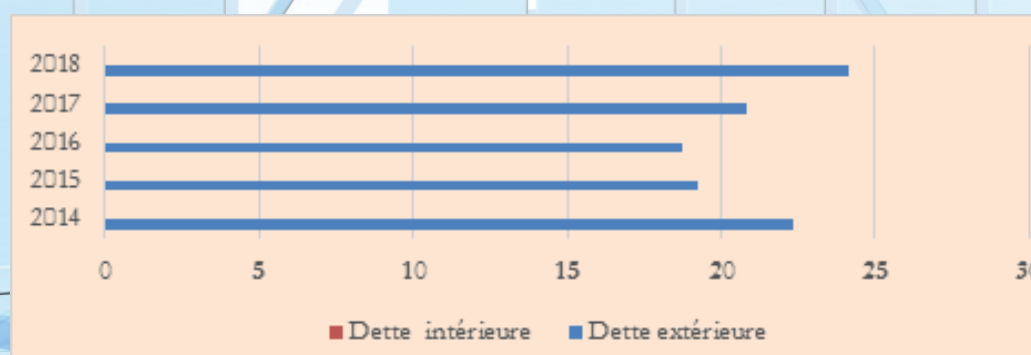
1.3.2. Intérêts payés

Les intérêts payés au cours de la période sous examen sont de USD 24,15 millions, contre USD 21 millions payés en 2017. Ces intérêts sont payés exclusivement sur la dette extérieure, la dette intérieure constituée essentiellement des arriérés budgétaires, n'étant pas assortie d'intérêts.

Tableau n° 7 : Evolution du paiement des intérêts de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018
Dette extérieure	22,34	19,21	18,74	20,83	24,15
Dette intérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Intérêts payés	22,34	19,21	18,74	21,00	24,15
Evolution (En %)		-14	-2	12	15

Graphique n° 9 : Evolution du paiement des intérêts de la dette publique de 2014 à 2018 (En millions de USD)



1.4. DECAISSEMENTS EFFECTUES SUR EMPRUNTS EXTERIEURS

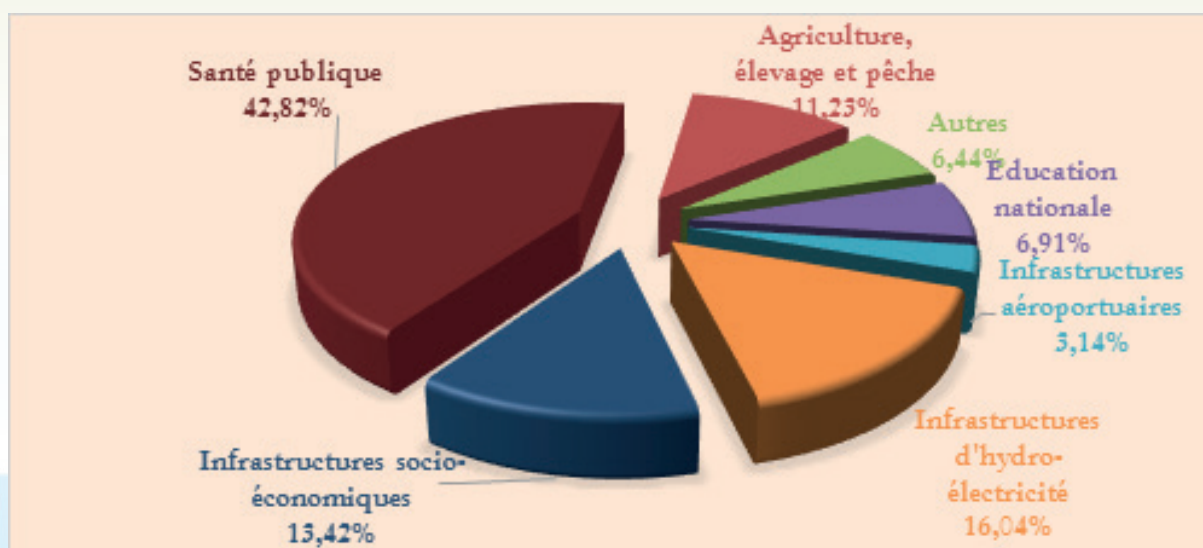
En 2018, les décaissements des emprunts extérieurs en force se chiffrent à USD 227,34 millions contre USD 90,89 millions en 2017, soit une augmentation de USD 136,45 millions. Ces décaissements sont d'origine multilatérale pour un montant de USD 190,88 millions (84%) et bilatérale de USD 36,46 millions (16%).

Les décaissements effectués en 2018 ont été au bénéfice des projets dans les secteurs de santé publique à hauteur de USD 97,35 millions (42,82%), des infrastructures d'hydro-électricité pour un montant de USD 36,46 millions (16,04%), des infrastructures socioéconomiques USD 30,51 millions (13,42%).

Tableau n° 8 : Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités de 2017 à 2018 (En millions de USD)

Secteur d'activités	2017		2018	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
Adduction et distribution d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00
Agriculture, élevage et pêche	0,00	0,00	25,52	11,23
Autres	7,00	7,70	14,65	6,44
Education nationale	6,82	7,50	15,71	6,91
Infrastructures aéroportuaires	0,00	0,00	7,14	3,14
Infrastructures d'hydro-électricité	2,40	2,64	36,46	16,04
Infrastructures socio-économiques	52,24	57,48	30,51	13,42
Santé publique	22,43	24,68	97,35	42,82
Total Décaissements effectués	90,89	100,00	227,34	100,00

Graphique n° 10 : Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par secteur d'activités au 31/12/2018

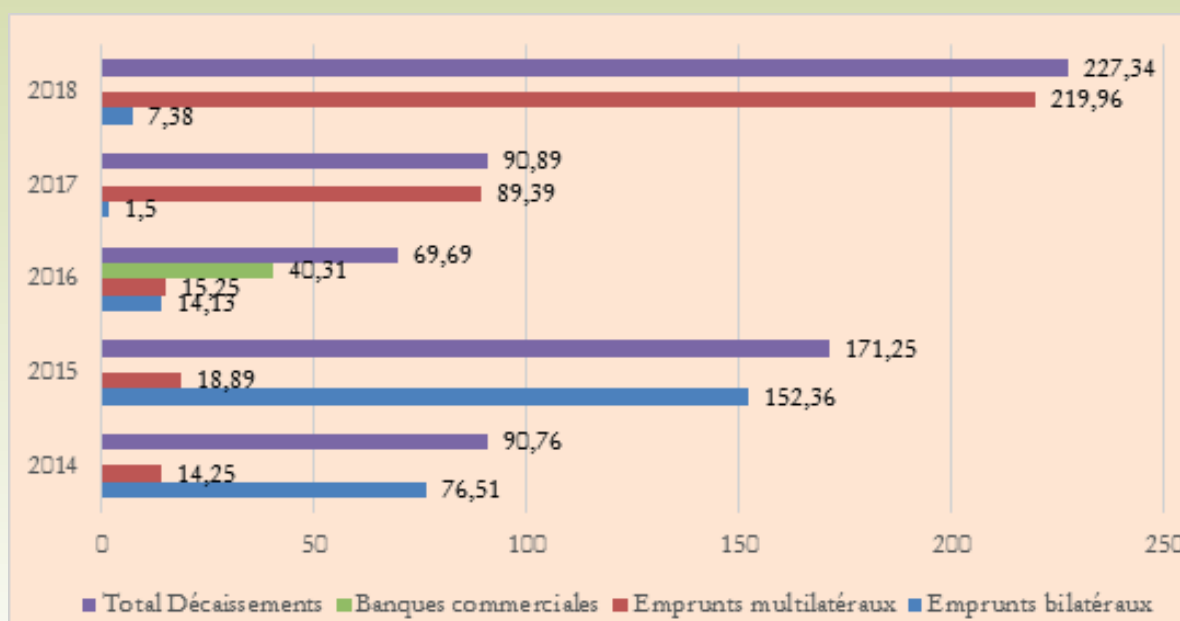


A partir de 2013, le retard dans l'exécution du projet Sicommes et la lenteur dans la passation des marchés éligibles aux financements tant bilatéraux que multilatéraux marquent significativement le niveau de consommation des emprunts en phase de décaissement.

Tableau n° 9 : Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par catégorie de créanciers de 2014 à 2018 (En millions de USD)

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018	Part en %
Emprunts bilatéraux	76,51	152,36	14,13	1,50	7,38	3,25
Emprunts multilatéraux	14,25	18,89	15,25	89,39	219,96	96,75
Banques commerciales	0,00	0,00	40,31	0,00	0,00	0,00
Total Décaissements	90,76	171,25	69,69	90,89	227,34	100,00
Evolution (en %)	-85,51	88,68	-59,31	30,42	150,13	100,00

Graphique n° 11 : Evolution des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par catégorie des créanciers de 2014 à 2018 (En millions de USD)



1.5. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

1.5.1. Evolution de l'encours de la dette publique

L'encours de la dette publique au 31 décembre 2018 se chiffre à USD 5.148,59 millions dont USD 3.282,55 de dette publique extérieure et USD 1.866,04 de dette publique intérieure. Il représente 10,56 % du PIB. Par rapport à l'année 2017 avec un encours de USD 6.415,67 millions, il se dégage une diminution de USD 1.267,08 millions, soit de 19,75% due essentiellement à la non prise en compte du « passif conditionnel » dans l'encours de la dette publique extérieure.

*Tableau n° 10 : Evolution de l'encours de la dette publique par composante de 2013 à 2018
(En millions de USD)*

Rubrique	2013	2014	2015	2016	2017	2018
I. Dette de l'administration centrale	5 335,63	5 054,58	4 911,73	4 615,86	5 105,08	5 148,59
I.1. Dette intérieure	1 402,45	1 401,72	1 388,44	1 384,00	1 822,21	1 866,04
I.2. Dette extérieure directe	3 933,18	3 652,86	3 523,29	3 231,86	3 282,87	3 282,55
I.2.1. Dette courante directe	3 491,09	3 270,92	3 079,06	2 779,39	2 993,38	3 020,47
dont Dette due au FMI	476,44	447,58	390,44	301,51	225,54	128,44
I.2.2. Arriérés techniques	442,09	381,94	444,23	452,47	289,49	262,08
II. Passif conditionnel	1 270,70	1 270,39	1 273,51	1 310,31	1 310,6	2 603,95
II.1. Garantie (Dette de la SICOMINES)	1 198,19	1 198,19	1 198,19	1 238,49	1 238,49	2 535,58
II.2. Dette des sociétés non financières publiques	67,11	67,11	70,44	67,11	67,11	67,11
II.3. Dette de la banque centrale	5,40	5,09	4,88	4,71	4,71	1,26

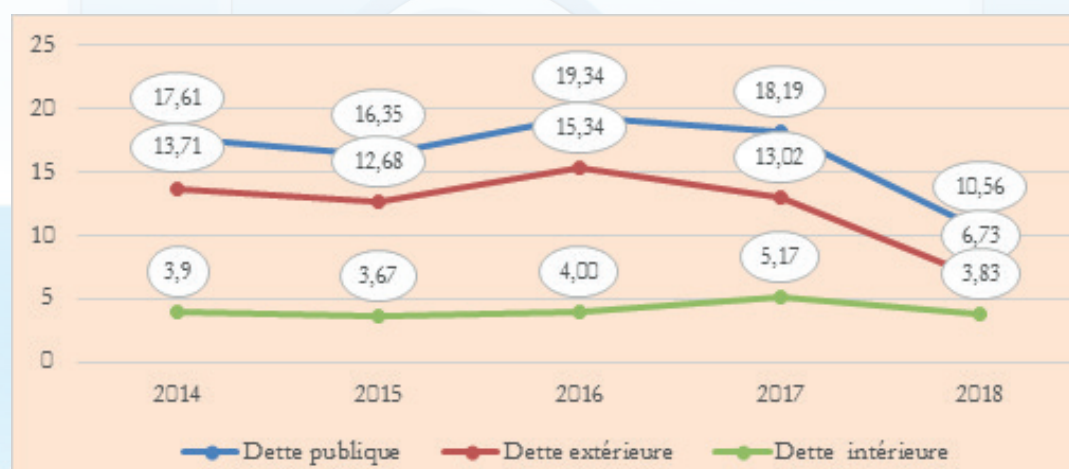
Nb : II.2. Il s'agit de la dette des entreprises publiques non publiquement garantie

*Tableau n° 11 : Evolution de l'encours de la dette publique et du taux d'endettement de 2014 à 2018
(En millions de USD et en % du PIB)*

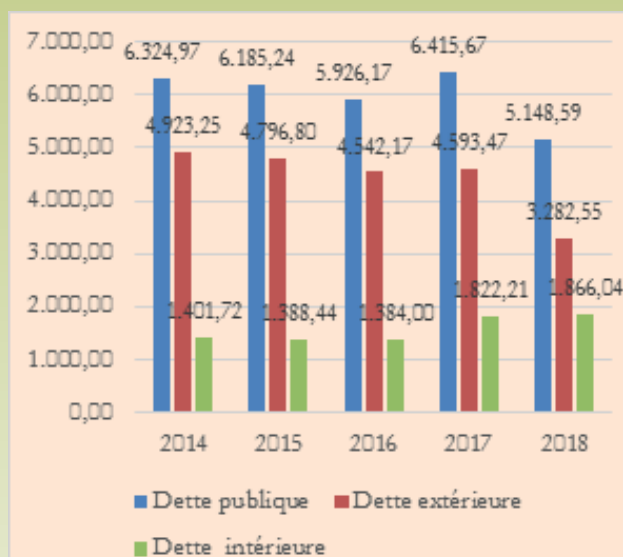
Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018
Dette publique	6 324,97	6 185,24	5 926,17	6 415,67	5 148,59
% PIB	17,61	16,35	19,34	18,19	10,56
Dette extérieure	4 923,25	4 796,80	4 542,17	4 593,47	3 282,55
% PIB	13,71	12,68	15,34	13,03	6,73
Dette intérieure	1 401,72	1 388,44	1 384,00	1 822,21	1 866,04
% PIB	3,90	3,67	4,00	5,17	3,83

Après un léger fléchissement entre 2014 et 2015, le taux d'endettement public a augmenté de 3% en 2016 et s'est situé à 19,34%, avant de baisser à 15,81% en 2017 et 10,56% à fin 2018. Cette baisse considérable observée en 2018 est surtout consécutive à l'exclusion du passif conditionnel dans le stock de la dette de l'Administration centrale.

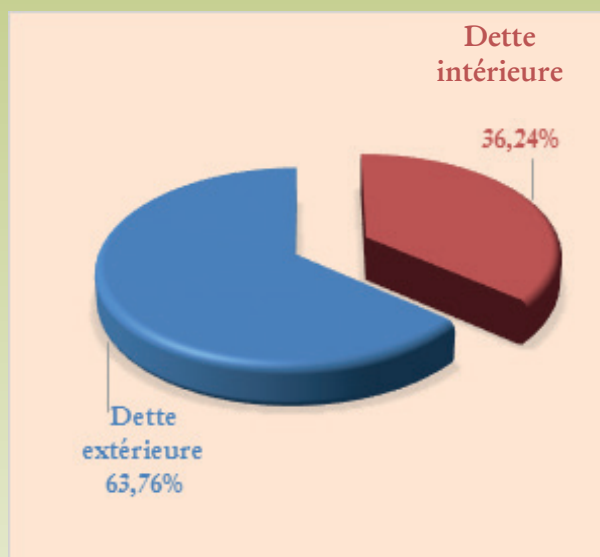
*Graphique n° 12 : Evolution du taux d'endettement public/extérieur/intérieur de 2014 à 2018
(En pourcentage du PIB)*



*Graphiques n° 13 : Evolution de l'encours de la dette publique /extérieure/intérieure de la RD-Congo de 2014 à 2018
(En millions de USD)*



Graphiques n° 14 : Répartition de l'encours de la dette publique de la RD-Congo au 31/12/2018 (En % du total)

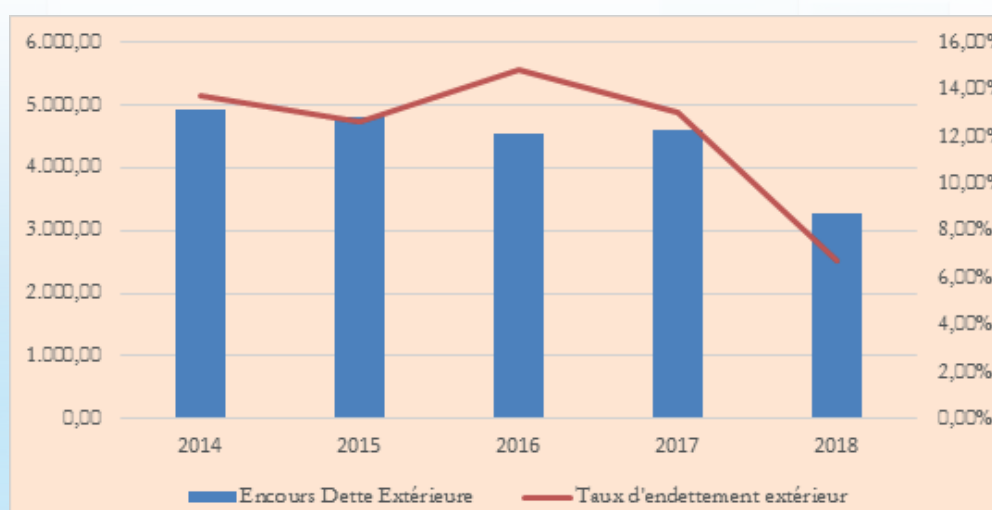


1.5.2. Evolution de l'encours de la dette extérieure

A fin 2018, l'endettement public extérieur représente 6,73% du PIB alors qu'il était à 13,71% en 2014. D'un montant de USD 3.282,55 millions, l'encours de la dette publique extérieure à fin 2018 est composé à 92% de dette courante, soit USD 3.020,47 millions, et 8 % d'arriérés techniques, soit USD 262,08 millions.

Après le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, les multilatéraux sont devenus les plus importants créanciers de la RD-Congo (58,36% des financements), suivis des bilatéraux émergents dont la République Populaire de Chine et l'Inde.

Graphique n° 15 : Evolution du taux d'endettement et de l'encours de la dette extérieure de 2014 à 2018 (En millions de USD et en % du PIB).

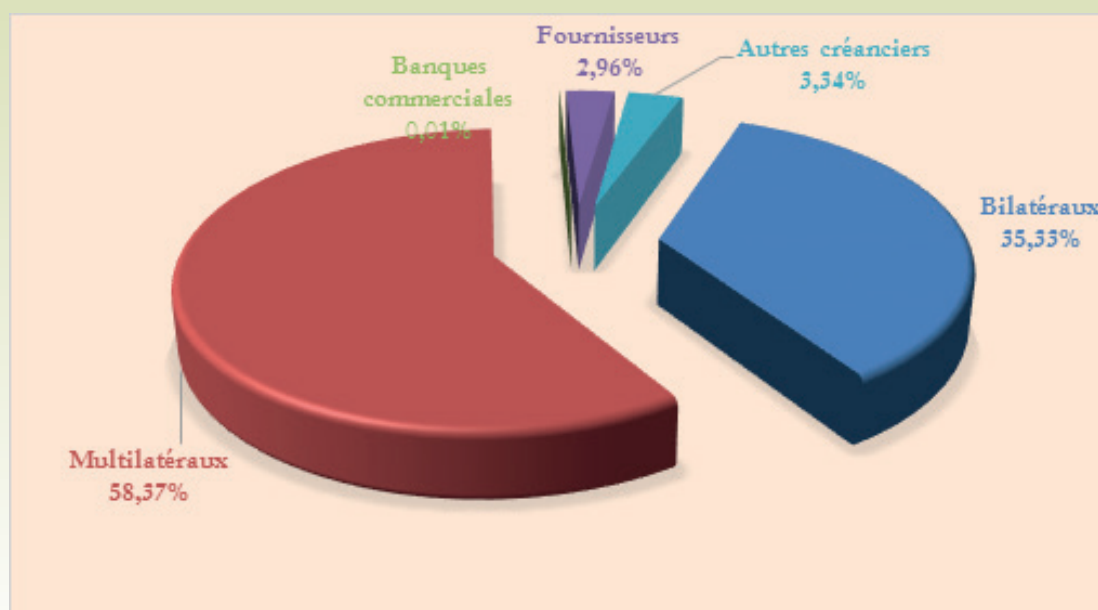


A fin 2018, la dette publique extérieure est constituée à 58,36 % des emprunts multilatéraux, à 0,88% de la dette bilatérale du Club de Paris, à 0,35% de la dette commerciale du Club de Londres et à 40,41% de la dette contractée auprès de créanciers du Club de Kinshasa.

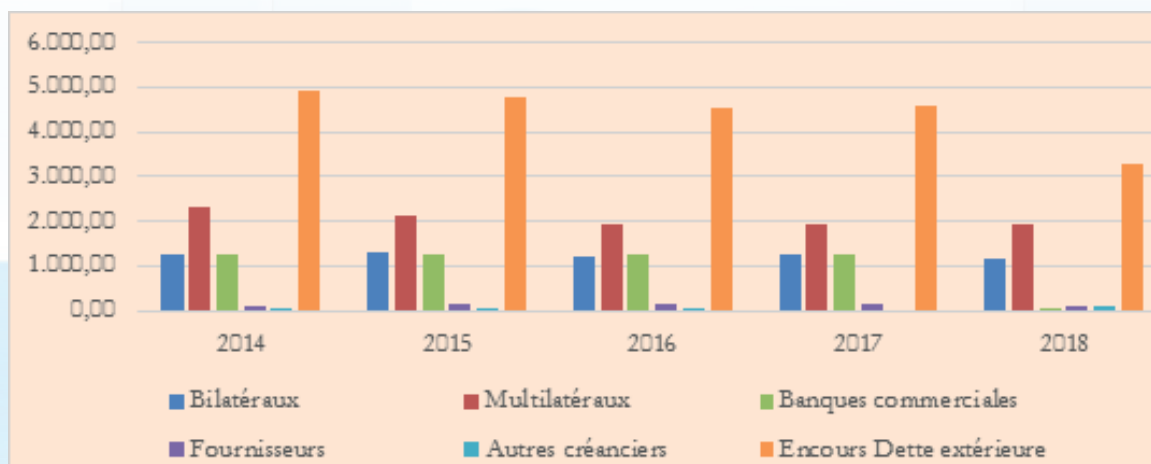
*Tableau n° 12 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par type de bailleurs de 2014 à 2018
(En millions de USD)*

Catégorie	2014	2015	2016	2017	2018	Part en %
Bilatéraux	1 255,93	1 284,12	1 206,09	1 246,32	1 159,68	35,33
Multilatéraux	2 339,08	2 121,31	1 913,46	1 926,14	1 915,88	58,36
Banques commerciales	1 238,53	1 238,35	1 278,65	1 278,65	0,28	0,01
Fournisseurs	86,91	145,73	142,35	142,36	97,12	2,96
Autres créanciers	2,80	7,29	1,62	0,00	109,59	3,34
Encours Dette extérieure	4 923,25	4 796,80	4 542,17	4 593,47	3 282,55	100,00
Variation (en %)		-3	-5,31	1	-29	

Graphique n° 16 : Ventilation du portefeuille de la dette extérieure par type de créanciers au 31/12/2018 (En % du total).



*Graphique n° 17 : Evolution de la dette extérieure par type de bailleurs de 2014 à 2018
(En millions de USD).*



1.5.2.1. Evolution de l'encours de la dette extérieure par composante

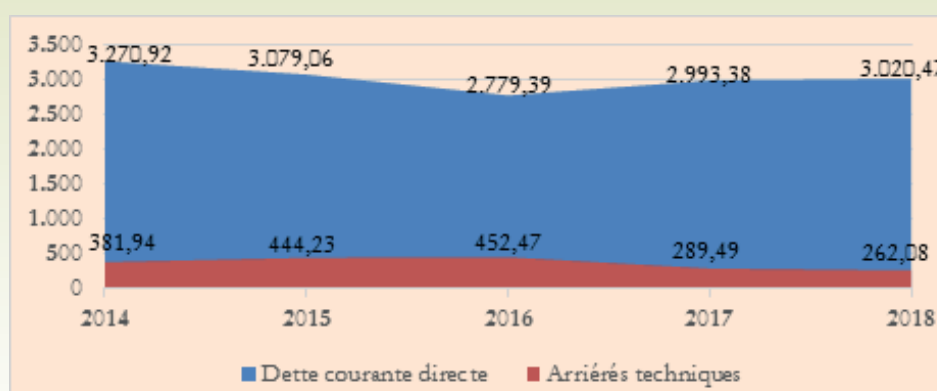
*Tableau n° 13 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par composante de 2014 à 2018
(En millions de USD)*

Rubrique	2014	2015	2016	2017	2018
1.1. Dette publique extérieure directe	3 652,86	3 523,29	3 231,86	3 282,87	3 282,55
1.1.1. Dette courante directe	3 270,92	3 079,06	2 779,39	2 993,38	3 020,47
dont FMI	447,58	390,44	301,51	225,54	128,44
1.1.2. Arriérés techniques	381,94	444,23	452,47	289,49	262,08
1.2. Passif conditionnel	1 270,39	1 273,51	1 310,31	1 310,6	2 603,95
1.2.1. Dette garantie (SICOMINES)	1 198,19	1 198,19	1 238,49	1 238,49	2 535,58
1.2.2. Dette des sociétés non financières publiques	67,11	70,44	67,11	67,11	67,11
1.2.3. Dette de la banque centrale	5,09	4,88	4,71	4,71	1,26

* 1.2.2. Il s'agit de la dette des entreprises publiques non publiquement garantie

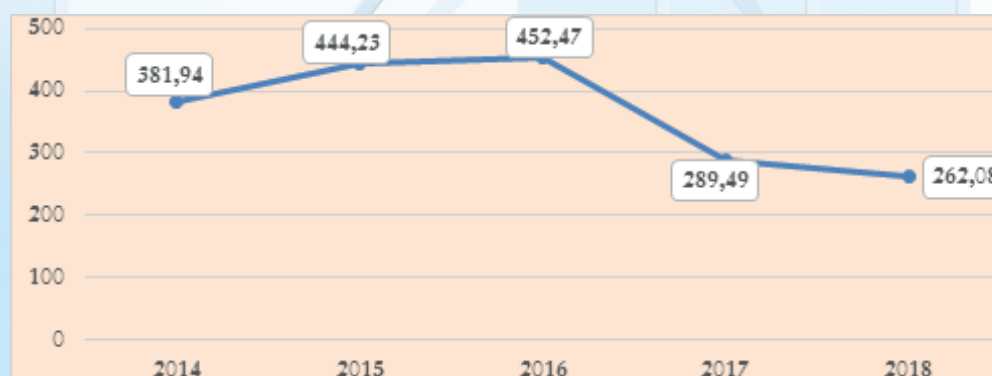
• Evolution de l'encours de la dette extérieure directe

Graphique n° 18 : Evolution de l'encours de la dette extérieure directe de 2014 à 2018



A fin décembre 2018, l'encours des arriérés techniques s'élève à USD 262,08 millions. Il est dû aux créanciers qui tardent à adhérer au processus de l'I-PPTE. Le Gouvernement garde contact avec ces créanciers et espère obtenir d'eux un allègement aussi substantiel que celui accordé par les autres créanciers.

*Graphique n° 19 : Evolution de l'encours des arriérés techniques la dette extérieure de 2014 à 2018
(En millions de USD)*



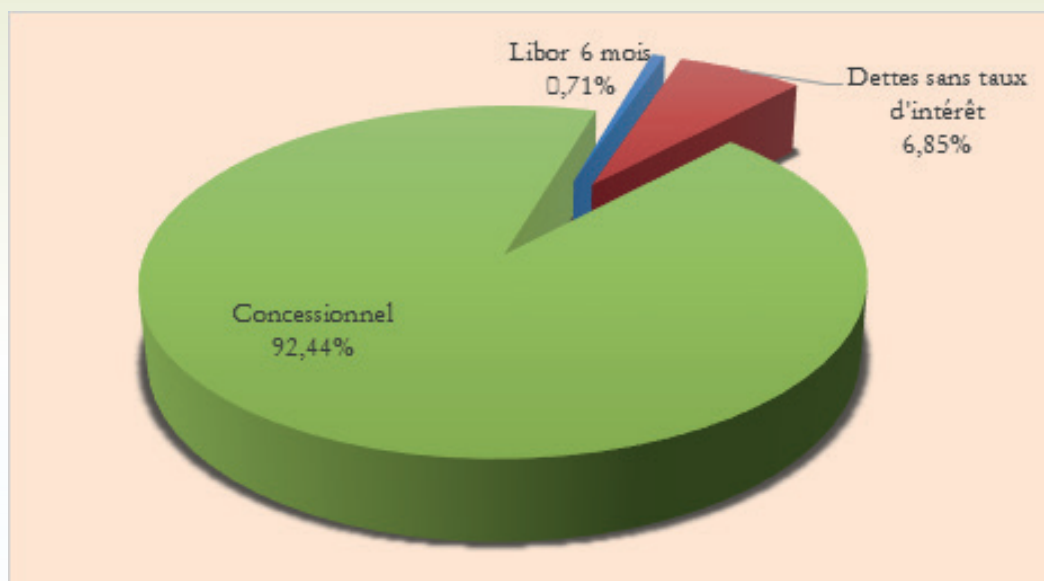
1.5.2.2. Evolution de l'encours de la dette extérieure par type du taux d'intérêt

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de la dette publique extérieure est totalement composé par des emprunts à taux fixe (100%). Il est constitué à plus de 90% des dettes contractées en des termes concessionnels.

Tableau n° 14 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par type de taux d'intérêts de 2014 à 2018 (En millions de USD)

Rubrique	2014	2015	2016	2017	2018	%
1. Taux variables basés sur :	533,44	506,96	526,79	510,64	23,47	0,71
1.1. Libor 6 mois	25,07	25,06	25,12	23,47	23,47	0,71
1.2. Taux de base bancaire France	61,50	35,03	14,50	0,00	0,00	0,00
1.3. Autres taux (Sicomines Infrastr.)	446,87	446,87	487,17	487,17	0,00	0,00
2. Taux fixes :	4 389,81	4 289,84	4 015,38	4 082,82	3 259,08	99,29
2.1. Dettes sans taux d'intérêt	131,98	61,82	27,16	246,99	224,73	6,85
2.2. Concessionnel	4 185,63	4 156,03	3 916,40	3763,74	3 034,35	92,44
2.3. 3% à 10%	72,20	71,99	71,82	72,10	0,00	0,00
Total Encours	4 923,25	4 796,80	4 542,17	4 593,46	3 282,55	100,00

Graphique n° 20 : Répartition de l'encours de la dette extérieure par type de taux d'intérêt au 31/12/2018 (En %)

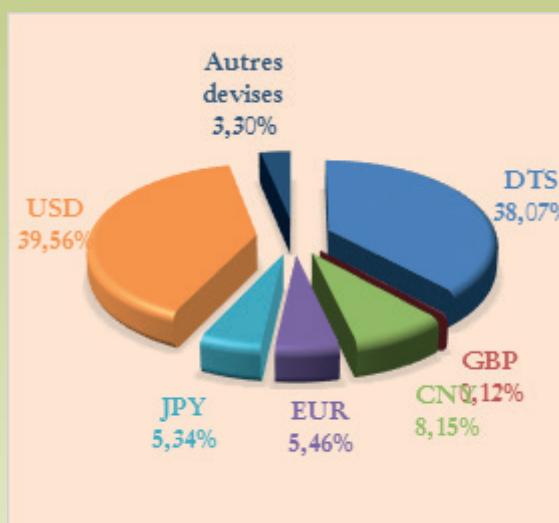


1.5.2.3. Evolution de l'encours de la dette extérieure par devise

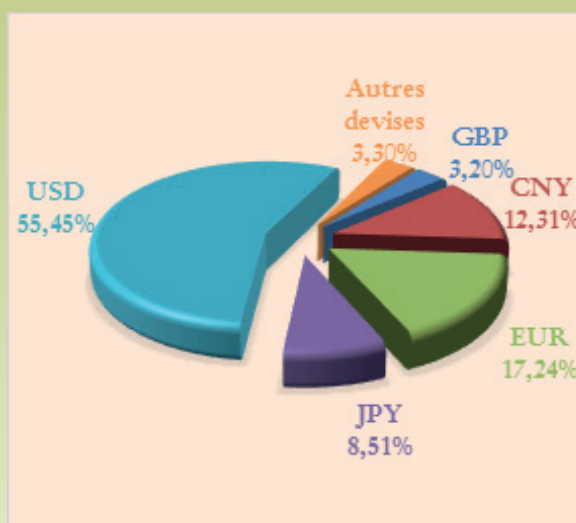
Le portefeuille de la dette extérieure représente 64% de la dette publique totale. Il est libellé en une douzaine de monnaies dont les plus importantes sont, le DTS, le dollar US, le Yuan, et l'Euro à concurrence respectivement de 38,07%, 39,56%, 8,15% et 5,46%.

L'éclatement du DTS porte la part du dollar US à 55,45% suivi de l'Euro à 17,24% et du Yuan Renminbi à 12,31%.

Graphique n° 21 : Répartition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31/12/2018, avec les DTS (En % du total)



Graphique n° 22 : Répartition de l'encours de la dette extérieure par devise au 31/12/2018, après éclatement du DTS (En % du total)



1.5.3. Evolution de l'encours de la dette intérieure

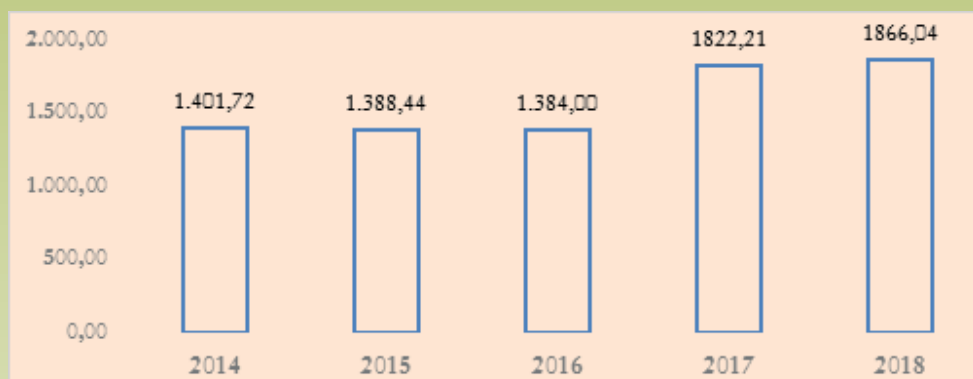
A fin décembre 2018, la dette publique intérieure de la RD-Congo s'élève à USD 1.866,04 millions et représente 3,83% du PIB. Le Trésor public n'émettant pas encore des titres publics sur le marché domestique, cette dette est constituée essentiellement d'arriérés budgétaires regroupés en six catégories ; à savoir la dette financière, la dette sociale, les dettes issues des marchés de travaux publics et de génie civil, les dettes nées des marchés de fournitures, les dettes issues des condamnations judiciaires de l'Etat et indemnités diverses ainsi que les arriérés des loyers et autres services.

Tableau n° 15 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par catégorie de 2014 à 2018 (En millions de USD)

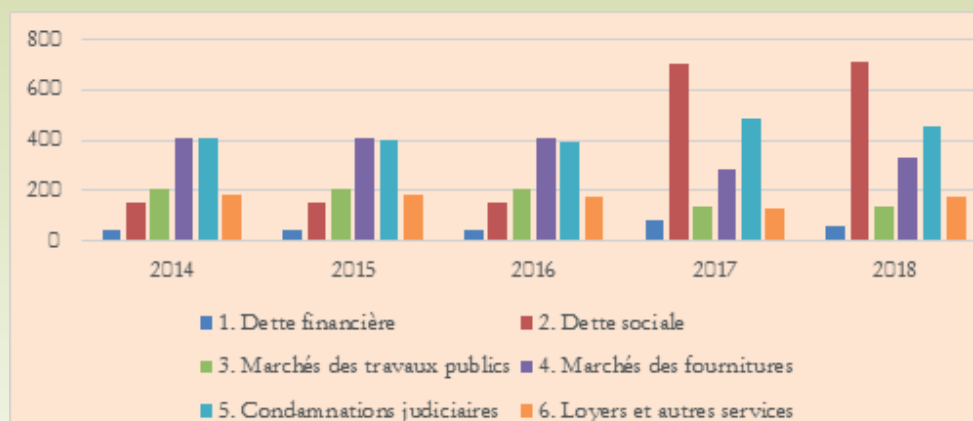
Rubrique	2014	2015	2016	2017	2018	%
1. Dette financière	42,10	42,10	42,11	78,31	55,99	3,00
2. Dette sociale	153,67	153,67	154,39	706,89	713,33	38,23
3. Marchés des travaux publics	206,95	206,95	209,01	136,12	136,87	7,33
4. Marchés des fournitures	404,73	404,73	407,06	287,83	331,16	17,75
5. Condamnations judiciaires	409,01	401,29	394,76	485,63	453,22	24,29
6. Loyers et autres services	185,26	179,70	176,67	127,43	175,47	9,40
Total Encours Dette intérieure	1 401,72	1 388,44	1 384,00	1822,21	1 866,04	100,00
Variation (en %)	-0,05	-0,95	-0,32	32	2,41	

La dette intérieure est passée de USD 1.401,72 millions en 2014 à USD 1.866,04 millions en 2018. Cet accroissement de l'encours se justifie par de nouvelles certifications face à des paiements du service de la dette intérieure de loin inférieurs aux affectations budgétaires.

Graphique n° 23 : Evolution du stock des arriérés intérieurs de 2014 à 2018 (En millions de USD)



Graphique n° 24 : Evolution des arriérés intérieurs par catégorie de 2014 à 2018 (En millions de USD)



1.6. INDICATEURS DES COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXTERIEURE

A fin décembre 2018, la dette publique extérieure courante¹ s'élève à USD 3.020,98 millions contre USD 2.993,38 millions à fin 2017.

Le coût de la dette publique congolaise est relativement bas du fait que la grande partie du portefeuille de la dette publique est constituée des prêts multilatéraux pour la plupart hautement concessionnels. Ce portefeuille reste faiblement exposé aux risques de refinancement et du taux d'intérêt. Cependant, le risque du taux de change demeure élevé au regard de la composition intégrale du portefeuille en devises étrangères. L'analyse des indicateurs des coûts et risques liés à ce portefeuille révèle les caractéristiques résumées dans le tableau ci-après :

¹ Dette sans arriérés et assortie des tableaux d'amortissements régulièrement exécutés.

Tableau n° 16 : Indicateurs des coûts et risques liés au portefeuille de la dette extérieure de 2017 à 2018

		2017		2018	
Indicateurs de risque		Dette ex- térieure courante	Dette publique	Dette ex- térieure courante	Dette pu- blique
Dette nominale (Millions USD)		2.993,37	6.415,67	3.020,98	5.148,58
Dette nominale (% du PIB)		7,38	15,81	6,19	10,56
Coût	Taux d'intérêt moyen (%)	2,26		2,07	
	Elément don (%)	46,36			
	ATM (ans)	9,21		9,80	
Refinancement	Dette < 1 an (%)	8,29		7,12	
	Dette < 5 ans (%)	37,96		38,18	
Taux d'intérêt	ATR (ans)	9,21		9,80	
	Dette révisable dans 1 an (%)	8,29		7,12	
	Dette révisable dans 5 ans (%)	37,96		38,18	
	Dette à taux fixe (%)	100,00		100,00	
	Dette à taux variable (%)	0,00		0,00	
Risque de change	Dette libellée en devises (%)	100,00		100,00%	

1.6.1. Coût du portefeuille de la dette extérieure courante

A fin 2018, le taux d'intérêt moyen de cette fraction du portefeuille est de 2,07 contre 2,26% à fin 2017. Cette baisse s'explique par la quasi-extinction de la dette due au Club de Paris réputée chère, et par les tirages effectués essentiellement sur des emprunts multilatéraux hautement concessionnels, notamment FAD.

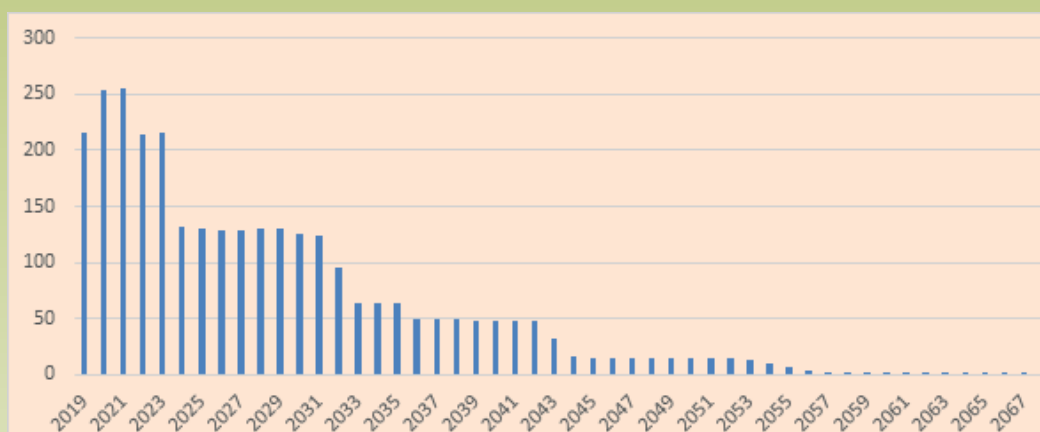
1.6.2. Risques du portefeuille de la dette extérieure courante

1.6.2.1. Risque de refinancement

La RD-Congo est **faiblement exposée au risque de refinancement** suite à la performance relativement bonne des indicateurs liés à ce risque notamment, une maturité moyenne de 9,80 ans et des parts de la dette arrivant à maturité en 1 an et dans les 5 prochaines années respectivement de 7% et de 38 %. Le pic d'environ USD 255 millions observé en 2021 dans le profil de remboursement est consécutif au début de remboursement de trois prêts Exim Bank of India après six années de grâce. Il ne peut pas constituer une préoccupation dans la mesure où il reste dans la fourchette de service de la dette payé par le Trésor public.

Comme à l'année 2017, le portefeuille de la dette de la RD-Congo ne court pas le risque de refinancement, car, les indicateurs de refinancement ont gardé presque les mêmes proportions.

*Graphique n° 25 : Profil de remboursement de la dette extérieure courante de 2019 à 2068
(En millions de USD)*



1.6.2.2. Risque de taux d'intérêt

Le portefeuille de la dette publique congolaise est **faiblement exposé au risque du taux d'intérêt** étant donné que la totalité des emprunts est contractée à des taux fixes, soit 100% du total. S'élevant à 9,80 ans, le temps moyen de révision du taux d'intérêt à fin 2018 est largement confortable au même titre que la part des dettes à réviser dans une et 5 années, qui sont respectivement de 7% et de 38%.

Par rapport à l'année 2017, on note une évolution presque identique des indicateurs de risque du taux d'intérêt. Le niveau satisfaisant de ceux-ci est consécutif à la quasi-extinction de la dette du Club de Paris dont une partie est à taux variable.

1.6.2.3 Risque de taux de change

Le portefeuille de la dette publique congolaise comporte un **risque majeur de change**. Il est libellé entièrement en devises étrangères. La volatilité du taux de change, même de faible amplitude, a des implications budgétaires évidentes. Le risque du taux de change est accentué par les arriérés budgétaires au titre du paiement de la dette intérieure dont l'encours est libellé en dollar américain, même si le service y relatif est payé en monnaie nationale.

Le dollar américain et l'euro sont les principales monnaies de paiement du service de la dette publique de la RD-Congo. En sus de la dette contractée en dollar américain, le service de la dette libellée en DTS est également assuré en USD et comporte ainsi un risque complémentaire de change.

1.7. VIABILITE DE LA DETTE

Toutes les analyses de la viabilité de la dette de la RD-Congo réalisées après le point d'achèvement de juin 2010 lui ont attribué la note risque modéré de surendettement. Celle effectuée par les experts locaux en 2017 a également noté un risque modéré, car, aucun dépassement des seuils par les indicateurs n'a été observé dans le scénario de référence. Cependant, quelques dépassements ont été signalés dans les tests de sensibilité et que les exportations ont constitué le choc le plus extrême. Il a été conclu que la RDC était un pays à risque modéré de surendettement, mais qu'il était vulnérable aux exportations. Pour y remédier, les experts avaient émis les vœux de voir les autorités mettre en œuvre un éventail de mesures qui permettront de renforcer la résilience de notre économie, notamment par des actions visant sa diversification, afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations des produits miniers. Ceci peut se réaliser entre autres en encourageant les investissements dans les secteurs de production autres que miniers, par l'amélioration du climat des affaires et le développement des zones économiques spéciales.

Cet exercice annuel n'a pu être réalisé en 2018 suite à la réforme de l'outil d'analyses opérée par les institutions de Bretton Woods. Le nouveau cadre d'analyse de la viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (CVD – PFR) est entré en vigueur depuis le 1er juillet 2018 et le Fonds Monétaire et la Banque Mondiale procèdent conjointement à son implémentation.

C'est dans ce cadre que la mission du FMI en mai 2019, au titre de l'Article IV, a procédé à l'analyse de la viabilité de la dette de la RD-Congo avec le nouveau CVD. De cette analyse, il a été constaté que la RDC est un pays à risque modéré de surendettement et elle est vulnérable aux chocs sur les exportations.

Les innovations majeures initiées par le nouvel outil et présentées par la Mission ont indiqué ce qui suit :

- la RD-Congo est pénalisée par le modèle à cause de sa couverture de la dette publique jugée insuffisante. Il s'avère donc impérieux que le périmètre de la dette du secteur public soit élargi aux emprunts des provinces, de la sécurité sociale, de Fonds extrabudgétaires, des entreprises publiques (garantis et non garantis) et de la Banque Centrale pour le compte du Gouvernement ;
- après le test des outils de réalisme, le cadrage macroéconomique qui a généré les projections de référence a été jugé justifié et maintenu pour la suite de l'analyse ;
- l'indice composite qui apprécie la capacité d'endettement dans le nouvel outil en lieu et place de la CPIA de l'ancien cadre, a attribué à la RD-Congo pour cette année le score de 2,04, inférieur à la limite de 2,69. De ce fait, notre pays est classé à faible capacité d'endettement, c'est-à-dire pays faible en politiques et institutions, enregistrant des faibles transferts des fonds venant de l'extérieur et ne disposant que des faibles réserves de change ;
- outre le test sur le passif conditionnel, le test adapté relatif à la volatilité du prix des produits de base était également appliqué à la RD-Congo, car les produits de base constituent plus de 50% de l'ensemble des exportations du pays ;
- la granularité qui accompagne la mention risque modéré a révélé que la RD-Congo a une faible marge d'absorption des chocs, car l'indicateur service /recettes se retrouve dans la zone rouge, c'est-à-dire qu'il évolue au-delà du seuil requis.

Sur ce, outre les recommandations sur la diversification de l'économie pour atténuer la dépendance de l'économie nationale sur les exportations, il a été également conseillé au Gouvernement d'appliquer des mesures idoines qui permettront d'améliorer les recettes de l'Etat afin de renforcer la résilience du portefeuille de la dette face aux chocs.

1.8. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LA GESTION DES COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE

Avec une dette publique évaluée à 10,56% du PIB, l'endettement de la RD-Congo est sous maîtrise. Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique extérieure courante que celui-ci a un coût relativement bas, grâce essentiellement à une forte dominance des prêts concessionnels en son sein. Le pays est faiblement exposé aux risques de refinancement et de taux d'intérêt. Cependant, le portefeuille comporte un risque majeur de change.

Pour gérer le coût et les risques du portefeuille, la stratégie de gestion de la dette à moyen terme préconise ce qui suit :

- maximiser les emprunts concessionnels, à taux fixe et libellés en dollar américain pour que la composition en devise du portefeuille de la dette soit proche de celle des réserves en vue de mitiger les risques de taux d'intérêt et risque de change ;
- diversifier les sources de financement de la RD-Congo à travers le développement du marché intérieur de la dette en émettant des Bons du Trésor à court terme en premier lieu et plus tard, des Obligations du Trésor d'une maturité de deux ans afin de réduire les risques de refinancement de la dette intérieure ;
- conclure un programme formel avec le Fonds Monétaire International en vue de soutenir les réformes économiques, budgétaires et financières et attirer plus de ressources multilatérales et bilatérales.

En sus de ces orientations, il s'avère nécessaire de noter que la pratique d'une bonne gestion de la dette recommande, même en cas d'absence d'une stratégie formelle de la dette, de cibler certains indicateurs devant permettre de gérer au mieux les coûts et risques du portefeuille. Pour cette raison, la Direction Générale de la Dette Publique présente dans ce rapport l'évaluation des cibles arrêtées en 2018, et quelques objectifs retenus pour 2019.

Tableau n° 17 : Evaluation des principaux indicateurs de la dette publique en 2018

En valeur		Situation au début 2018		Objectifs 2018	Réalisation à fin 2018	Observation
		En %				
Composition du portefeuille existant	Devises					
	DTS	1 103 183 436,14	39,85%	Inf. 40%	38%	atteint
	USD	967 559 904,15	34,95%	Sup. 50%	33%	non atteint
	EUR	129 772 670,27	4,69%	Inf. 10%	6%	atteint
	CNY	283 701 939,76	10,25%	Inf. 5%	8%	non atteint
	JPY	171 695 162,94	6,20%	Inf. 5%	5%	atteint
	GBP	4 174 511,95	0,15%	Inf. 5%	0%	atteint
	Autres	108 202 686,39	3,91%	Inf. 5%	10%	non atteint
Durée moyenne		9,21 ans		Sup. 10 ans	9,80 ans	non atteint
Coût moyen		2,26%		Inf. 2,50%	2,07%	atteint
Élément-don		48,16%		Sup. 35%	46,36	atteint
Refinancement dans 1 an		8,29%		Inf. 10%	7,12%	atteint
Refinancement dans 5 ans		37,96%		Inf. 30%	38,18%	non atteint
Refinancement dans 10 ans		61%		Inf. 50%	59,68%	non atteint
Dette à taux fixe		100%		Sup. 95%	99,29%	atteint
Dette extérieure (En % dette totale)		72%		Inf. 100%	63,76%	atteint

De ce tableau, il s'observe que seuls 60% des objectifs fixés pour l'année 2018 ont été réalisés. Cette faible performance est due au fait que le seul engagement contracté en 2018 provenait d'Exim Bank of China. Les conditions financières négociées font de ce prêt semi-concessionnel et dégage un élément don de 28,18%.

Tableau n° 18 : Ciblage des principaux indicateurs de la dette publique pour 2019

En valeur		Situation au début 2019		OBJECTIFS 2019
		en %		
Composition du portefeuille existant	Devises			
	DTS	1 144 705 336,15	35,42	Inf. 40%
	USD	1 411 084 621,86	43,66	Sup. 50%
	EUR	148 382 602,81	4,59	Inf. 10%
	CNY	273 637 690,19	8,47	Inf. 5%
	JPY	149 302 215,02	4,62	Inf. 5%
	GBP	3 891 848,58	0,12	Inf. 5%
	Autres	100 873 343,84	3,12	Inf. 5%
Durée moyenne (ans)				Sup. 10 ans
Coût moyen (%)				Inf. 2,50%
Elément don (%)	46,36%			Sup. 35%
Refinancement dans 1 an	7,12%			Inf. 10%
Refinancement dans 5 ans	38,18%			Inf. 30%
Refinancement dans 10 ans	59,68%			Inf. 50%
Dette à taux fixe	100%			Sup. 95%
Dette extérieure (en % dette totale)	63,76%			Inf. 100%

CONCLUSION ET STRATEGIE FUTURE DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique à fin 2018 s'élève à USD 5.148,59 millions contre USD 6.415,67 millions à fin 2017. Il se dégage une baisse de l'ordre de 20% liée essentiellement à l'exclusion du passif conditionnel du stock de la dette publique et à l'exécution régulière du service de la dette extérieure. Le taux d'endettement public est de 10,56%.

Ce stock comprend USD 1.866,04 millions de dette intérieure et USD 3.2825,55 millions de dette extérieure dont USD 262,08 millions d'arriérés techniques.

Au cours de l'année 2018, le Gouvernement de la RD-Congo n'a contracté qu'un seul nouvel engagement extérieur de l'ordre de USD 298,88 millions.

Le service net de la dette s'est élevé à USD 232,56 millions dont USD 7,33 millions de dette intérieure et USD 225,23 millions de dette extérieure.

Avec un taux d'intérêt moyen de 2,07%, la quasi-totalité du portefeuille de la dette de la République Démocratique du Congo est contracté à des conditions de coût relativement peu élevées (concessionnelles). Cependant, les indicateurs de risque révèlent l'existence d'un risque de change très important, la totalité du portefeuille de la dette publique étant libellée en monnaie étrangère.

Pour gérer le coût et les risques de son portefeuille de la dette, le Gouvernement préconise de reconduire sa politique des nouveaux emprunts concessionnels, à taux fixe et de diversifier les sources de financement du Trésor public, notamment par le développement du marché financier domestique en émettant des bons et des obligations du Trésor, et aussi, conclure un programme avec le Fonds Monétaire International en vue de soutenir les réformes économiques, budgétaires et financières et attirer plus de ressources multilatérales et bilatérales.

ANNEXES

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA DETTE PUBLIQUE

- 1.1. Encours, tirages et services de la dette publique extérieure
- 1.2. Encours de la dette publique extérieure par type de créanciers
- 1.3. Encours de la dette publique extérieure par échéance et par devise
- 1.4. Service de la dette publique intérieure certifiée
- 1.5. Service de la dette publique extérieure par type de créanciers
- 1.6. Service effectif et autres opérations de la dette publique extérieure par type de créanciers
- 1.7. Projection trimestrielle du service de la dette publique extérieure
- 1.8. Projection annuelle du service de la dette publique extérieure

1.1. Encours, tirages et services de la dette publique extérieure (En millions de USD)

	2014	2015	2016	2017	2018
ENCOURS	4 923,25	4 796,80	4 733,76	4 593,46	3 282,55
<i>Secteur public</i>	<i>3 657,95</i>	<i>3 531,50</i>	<i>3 468,46</i>	<i>3 287,86</i>	<i>3 282,55</i>
<i>Secteur privé</i>	<i>1 265,30</i>	<i>1 265,30</i>	<i>1 265,30</i>	<i>1 305,60</i>	<i>0,00</i>
TIRAGES	90,76	171,25	14,87	90,89	227,34
<i>Secteur public</i>	<i>90,76</i>	<i>171,25</i>	<i>14,87</i>	<i>90,89</i>	<i>227,34</i>
<i>Secteur privé</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
SERVICE DE LA DETTE	192,49*	220,62	143,83	213,96	225,23
<i>Secteur public</i>	<i>192,49*</i>	<i>220,62</i>	<i>143,83</i>	<i>213,96</i>	<i>225,23</i>
<i>Secteur privé</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
PRINCIPAL REMBOURSE	170,15*	201,41	134,01	193,13	201,08
<i>Secteur public</i>	<i>170,15*</i>	<i>201,41</i>	<i>134,01</i>	<i>193,13</i>	<i>201,08</i>
<i>Secteur privé</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
INTERETS PAYES	22,34	19,21	9,82	20,83	24,15
<i>Secteur public</i>	<i>22,34</i>	<i>19,21</i>	<i>9,82</i>	<i>20,83</i>	<i>24,15</i>
<i>Secteur privé</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

1.2. Encours de la dette publique extérieure par type de créanciers (En millions de USD et en %)

	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
CREANCIERS OFFICIELS	3 595,01	73,02	3 405,43	70,99	3 119,55	68,68	3 172,46	69,06	3 075,56	93,69
<i>Bilatéraux</i>	<i>1 255,93</i>	<i>25,51</i>	<i>1 284,12</i>	<i>26,77</i>	<i>1 206,09</i>	<i>26,55</i>	<i>1 246,32</i>	<i>27,13</i>	<i>1 159,68</i>	<i>35,33</i>
<i>Multilatéraux</i>	<i>2 339,08</i>	<i>47,51</i>	<i>2 121,31</i>	<i>44,22</i>	<i>1 913,46</i>	<i>42,13</i>	<i>1 926,14</i>	<i>41,93</i>	<i>1 915,88</i>	<i>58,36</i>
CREANCIERS PRIVES	1 328,24	26,98	1 391,37	29,01	1 422,62	31,32	1 421,00	30,94	206,99	6,31
<i>Banques commerciales</i>	<i>1 238,53</i>	<i>25,16</i>	<i>1 238,35</i>	<i>25,82</i>	<i>1 278,65</i>	<i>28,15</i>	<i>1 278,65</i>	<i>27,84</i>	<i>0,28</i>	<i>0,01</i>
<i>Fournisseurs</i>	<i>86,91</i>	<i>1,76</i>	<i>145,73</i>	<i>3,04</i>	<i>142,35</i>	<i>3,13</i>	<i>142,35</i>	<i>3,10</i>	<i>97,12</i>	<i>2,96</i>
<i>Autres</i>	<i>2,80</i>	<i>0,06</i>	<i>7,29</i>	<i>0,15</i>	<i>1,62</i>	<i>0,04</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>109,59</i>	<i>3,34</i>
TOTAL	4 923,25	100,00	4 796,80	100,00	4 542,17	100,00	4 593,46	100,00	3 282,55	100,00

1.3. Encours de la dette publique extérieure par échéance et par devise (En millions de USD et en %)

	31.12.2017			31.12.2018		
	En devise originale	En dollar US	En % du total en dollar US	En devise originale	En dollar US	En % du total en dollar US
ECHEANCES RESIDUELLES		28,28	0,62		26,96	0,82
Couronne Danoise (DKK)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Couronne Norvégienne (NOK)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Couronne Suédoise (SEK)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dinar Koweïtien (KWD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dirham des Emirats Arabes Unis (AED)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dollar Américain (USD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dollar Canadien (CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dollar namibien (NAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits de Tirages Spéciaux (DTS)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Euro (Eur)	23,67	28,28	0,62	23,67	26,96	0,82
Franc Suisse (CHF)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Livre Sterling (GBP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rand d'Afrique du Sud (ZAR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Riyal Saoudien (SAR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Unité de Compte Africaine (AFU)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Yuan Renminbi ou Y'uan Chinois (CNY)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Yen Japonais (JPY)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ECHEANCES A LONG ET MOYEN TERME		4 565,18	99,38		3 255,59	99,18
Couronne Danoise (DKK)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Couronne Norvégienne (NOK)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Couronne Suédoise (SEK)	3,19	0,39	0,01	2,68	0,30	0,01
Dinar Koweïtien (KWD)	3,73	12,39	0,27	3,52	11,59	0,35
Dirham des Emirats Arabes Unis (AED)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dollar Américain (USD)	2 570,83	2 570,83	55,97	1 298,50	1 298,50	39,56
Dollar Canadien (CAD)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dollar namibien (NAD)	21,62	1,75	0,04	21,73	1,49	0,04
Droits de Tirages Spéciaux (DTS)	848,24	1 205,07	26,23	900,14	1 249,60	38,07
Euro (Eur)	121,09	144,68	3,15	133,80	152,40	4,64
Franc Suisse (CHF)	93,59	95,60	2,08	78,63	79,26	2,41
Livre Sterling (GBP)	3,41	4,59	0,10	3,11	3,94	0,12
Rand d'Afrique du Sud (ZAR)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Riyal Saoudien (SAR)	63,02	16,81	0,37	59,53	15,87	0,48
Unité de Compte Africaine (AFU)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Yuan Renminbi ou Yuan Chinois (CNY)	2 009,58	308,70	6,72	1 842,79	267,52	8,15
Yen Japonais (JPY)	23 057,83	204,37	4,45	19 371,76	175,12	5,33
TOTAL		4 593,46	100,00		3 282,55	100,00

1.4. Service de la dette publique intérieure certifiée (En millions de CDF)

	2015			2016			2017			2018		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
SOURCE DU SECTEUR PUBLIC												
Banque Centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banques commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entreprise publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOURCE DU SECTEUR PRIVE												
Banques commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entreprises privées : Nationale ou étrangère	3 274,07	0,00	3 274,07	6 831,61	0,00	6 831,61	11 477,70	0,00	11 477,70	11 985,13	0,00	11 985,13
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	3 274,07	0,00	3 274,07	6 831,61	0,00	6 831,61	11 477,70	0,00	11 477,70	11 985,13	0,00	11 985,13

1.5. Service de la dette publique extérieure par type de créanciers (En millions de USD)

	2014			2015			2016			2017			2018		
	P	I	T	P	I	T	P	I	T	P	I	T	P	I	T
CREANCIERS OFFICIELS	156,51*	22,12	178,63*	193,29	19,07	212,36	230,95	18,51	249,46	192,32	20,82	213,14	198,38	24,07	222,45
Bilatéraux	77,80	13,47	91,27	80,74	9,85	90,59	74,68	10,40	85,08	56,65	10,86	67,51	56,41	9,66	66,07
Multilatéraux	78,71*	8,65	87,36*	112,55	9,22	121,77	156,27	8,11	164,38	135,56	9,96	145,63	141,97	14,41	156,38
CREANCIERS PRIVES	13,64	0,22	13,86	8,12	0,14	8,26	10,24	0,23	10,47	0,81	0,01	0,82	2,70	0,08	2,78
Banques commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fournisseurs	7,68	0,17	7,85	4,20	0,07	4,27	4,19	0,03	4,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	5,96	0,05	6,01	3,92	0,07	3,99	6,05	0,20	6,25	0,81	0,01	0,82	2,70	0,08	2,78
TOTAL	170,15*	22,34	192,49*	201,41	19,21	220,62	241,19	18,74	259,93	193,13	20,83	213,96	201,08	24,15	225,23

* Montants revus et corrigés

P = Principal payé

I = Intérêts et commissions payés hors arriérés

T = Total Service de la dette payé hors arriérés

1.6. Service effectif et autres opérations de la dette publique extérieure par type de créanciers au 31.12.2018 (En millions de USD)

31.12.2018	Créanciers officiels	Bilatéraux	Multilatéraux	Créanciers privés	Banques commerciales	Fournisseurs	Autres	Total
PRINCIPAL								
Payé (Remboursé)	198,38	56,41	141,97	2,70	0,00	0,00	2,70	201,08
Remis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonné	0,44	0,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,44
Arriérés	68,55	68,55	0,00	87,57	0,26	38,76	48,55	156,12
Allègements PPTE	67,80	15,73	52,07	0,04	0,00	0,00	0,04	67,84
Allègements IADM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Principal	335,17	141,13	194,04	90,31	0,26	38,76	51,29	425,48
INTERETS								
Payés	24,07	9,66	14,41	0,08	0,00	0,00	0,08	24,15
Remis	145,27	0,06	145,21	0,00	0,00	0,00	0,00	145,27
Rééchelonnés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Arriérés	15,52	15,52	0,00	90,44	0,02	58,36	32,06	105,96
Allègements PPTE	26,27	15,73	10,54	0,04	0,00	0,00	0,04	26,31
Allègements IADM	0,03	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Intérêts	211,16	40,97	170,19	90,56	0,02	58,36	32,18	301,72
SERVICE TOTAL								
Payé	222,45	66,07	156,38	2,78	0,00	0,00	2,78	225,23
Remis	145,27	0,06	145,21	0,00	0,00	0,00	0,00	145,27
Rééchelonné	0,44	0,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,44
Arriérés	84,07	84,07	0,00	178,01	0,28	97,12	80,61	262,08
Allègements PPTE	94,10	31,46	62,64	0,08	0,00	0,00	0,08	94,18
Allègements IADM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Service	546,33	182,10	364,23	180,87	0,28	97,12	83,47	727,20

1.7. Projection trimestrielle du service de la dette publique extérieure (En millions de USD)

	2019/1	2019/2	2019/3	2019/4	2020/1	2020/2	2020/3	2020/4	2021/1	2021/2	2021/3	2021/4	2022/1	2022/2	2022/3	2022/4
CREANCIERS OFFICIELS	89,89	27,74	90,06	28,03	105,18	32,30	110,43	32,32	113,16	36,00	113,03	39,09	113,54	41,84	116,81	45,48
<i>Bilatéral</i>	27,06	9,45	26,50	9,22	43,05	13,10	47,56	12,90	52,12	13,69	52,03	13,42	54,47	14,15	54,79	13,47
<i>Principal</i>	20,14	8,16	19,46	7,99	35,11	11,90	38,74	11,72	42,82	11,90	42,79	11,66	45,10	12,46	45,51	11,82
<i>Intérêts et commissions</i>	6,92	1,29	7,04	1,23	7,94	1,20	8,82	1,18	9,30	1,79	9,24	1,76	9,37	1,69	9,28	1,65
Multilatéral	62,83	18,29	63,56	18,81	62,13	19,20	62,87	19,42	61,04	22,31	61,00	25,67	59,07	27,69	62,02	32,01
<i>Principal</i>	43,41	13,36	46,01	13,36	46,01	13,36	48,67	13,36	48,67	16,14	50,75	19,41	50,75	21,38	55,84	25,69
<i>Intérêts et commissions</i>	19,42	4,93	17,55	5,45	16,12	5,84	14,20	6,06	12,37	6,17	10,25	6,26	8,32	6,31	6,18	6,32
CREANCIERS PRIVES	1,48	0,21	1,47	0,21	1,46	0,21	1,46	0,21	1,45	0,21	1,44	0,20	1,44	0,20	1,43	0,20
<i>Banques commerciales et autres institutions financières</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Principal</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Intérêts et commissions</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fournisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Principal</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Intérêts et commissions</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	1,48	0,21	1,47	0,21	1,46	0,21	1,46	0,21	1,45	0,21	1,44	0,20	1,44	0,20	1,43	0,20
<i>Principal</i>	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20	1,40	0,20
<i>Intérêts et commissions</i>	0,08	0,01	0,07	0,01	0,06	0,01	0,06	0,01	0,05	0,01	0,04	0,00	0,04	0,00	0,03	0,00
TOTAL	91,37	27,95	91,53	28,24	106,64	32,51	111,89	32,53	114,61	36,21	114,47	39,29	114,98	42,04	118,24	45,68

1.8. —Projection annuelle du service de la dette publique extérieure (En millions de USD)

SECTEURS DEBITEURS	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES										
Titres de créance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	239,09	283,57	304,58	320,94	269,75	222,43	218,58	237,25	237,53	235,50
Principal à échoir, flux	175,09	222,07	247,34	271,75	231,55	188,60	187,05	208,06	211,01	211,62
Intérêts et commissions à échoir, flux	64,00	61,50	57,24	49,19	38,20	33,83	31,53	29,19	26,52	23,88
Crédits commerciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTORITES MONETAIRES										
Titres de créance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principal à échoir, flux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts et commissions à échoir, flux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits commerciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	239,09	283,57	304,58	320,94	269,75	222,43	218,58	237,25	237,53	235,50

TERMINOLOGIE DE LA DETTE PUBLIQUE

Accords bilatéraux	: Accords conclus bilatéralement entre le débiteur et chacun des pays créanciers ou ses organismes d'assurance-crédit à l'exportation dans le contexte du Club de Paris, afin d'établir la base juridique de la restructuration de la dette conformément à ce qui est indiqué dans le Procès-verbal agréé. Les accords bilatéraux indiquent notamment le taux d'intérêt moratoire qui est convenu entre le débiteur et ses créanciers.
Accord de prêt	: Instrument juridiquement contraignant qui engage une somme déterminée pouvant faire l'objet de tirages. Le montant tiré doit être remboursé conformément aux conditions énoncées dans un échéancier de remboursement ou un billet à ordre.
Arriérés	: Montant des versements prévus au titre du service de la dette qui sont arrivés à échéance, mais n'ont pas été versés au(x) créancier(s).
Bilatérale (source de financement)	: Financement dont la source est un gouvernement étranger ou ses agences (y compris la banque centrale), une institution publique autonome ou un organisme public de crédit à l'exportation.
Club de Kinshasa	: Ensemble de créanciers gouvernementaux et privés non membres du Club de Paris dont les prêts ne sont pas assurés.
Club de Londres	: Groupement informel de banques commerciales qui se réunissent pour définir une approche commune au rééchelonnement de la dette contractée par un pays auprès des banques commerciales.
Club de Paris	: Instance dans laquelle l'allègement de la dette est consenti par les gouvernements des pays faisant partie du CAD - Comité d'Aide au Développement - de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique). La présidence et le secrétariat sont assurés par le Trésor français.
Commission d'engagement	: Commission perçue par une banque ou un syndicat bancaire rémunérant la partie non utilisée d'un crédit que la banque ou le syndicat s'est engagé à mettre à la disposition d'un emprunteur. Il s'agit habituellement d'un taux fixe qui s'applique au solde non encore tiré.
Consolidation	: Transformation de tout ou partie de la dette en une autre dette comportant une échéance plus éloignée.
Créancier	: Organisme ou entité qui fournit de l'argent ou des ressources et qui doit être remboursé (e) dans les conditions prévues par un accord de prêt.
Crédit	: Tout montant lié à une obligation spécifique de remboursement. Ce terme englobe les accords de transferts, comme les prêts, qui nécessitent un remboursement et sont généralement porteurs d'intérêts.
Débiteur	: L'entité qui paie pour le prêt et qui peut être l'emprunteur lui-même. Si le débiteur ne paie rien, on le désigne alors par le terme de bénéficiaire. Les différents types de débiteurs peuvent comprendre, entre autres : l'administration centrale, la banque centrale, les entreprises publiques, les sociétés d'économie mixte (publiques et privées), les banques publiques de développement, les administrations locales et les entités privées.
Décaissement ou Tirage	: Le décaissement consiste à mettre des ressources telles que biens, services ou fonds à la disposition de l'emprunteur ou d'un pays garant ou d'un garant ou d'un organisme multilatéral, en application d'un accord de prêt.
Décaissement réel	: Ce type d'opération de décaissement couvre tous les décaissements en espèces qui sont effectués, y compris les décaissements sous forme de paiements directs.
Dette éligible	: Dans le contexte du Club de Paris, il s'agit de la dette admissible à un rééchelonnement, c'est-à-dire tous les prêts contractés avant la date-limite (ou la date de clôture ou encore date butoir) et dont l'échéance est au moins d'une année.
Dette extérieure	: Encours total (stock), à un moment donné, des dettes que les résidents d'un pays ont contractées envers des non-résidents et pour lesquelles ils sont tenus de rembourser le principal, avec ou sans intérêts.
Dette privée publiquement garantie	: Engagements extérieurs d'un débiteur privé qui sont garantis par une entité publique.
Dette privée publiquement non garantie	: Engagements extérieurs d'un débiteur privé dont le remboursement n'est pas assorti de la garantie d'une entité publique.
Dette publique	: Au sens large du terme, il s'agit de la dette du secteur public d'un pays débiteur. Ce peut être la dette directe de l'état, ce qui signifie que l'administration centrale du pays gère le prêt ou encore une dette contractée par une entreprise publique mais gérée par l'administration centrale du pays.
Don	: Engagement ferme de verser une certaine quantité de fonds avec l'engagement de ne pas en réclamer le remboursement.
Droits de tirage spéciaux (DTS)	: Unité de compte types du Fonds monétaire international qui sont accordées aux membres du FMI en fonction de leur quote-part existante et qui font partie des réserves d'un pays. En outre, les prêts accordés par le FMI comprennent des Droits de Tirage Spéciaux (DTS).
Echéance	: Il désigne une date à laquelle le paiement est exigible. Ce terme est aussi utilisé pour désigner l'ensemble de la période sur laquelle s'étalent les paiements (de principal, d'intérêts et de commissions) d'un prêt, période qui inclut le délai de grâce (différé d'amortissement) ou encore le montant du versement périodique à effectuer.

Echéancier (également Calendrier)	: Ce terme fait référence aux dates et montants des opérations financières individuelles relatives à un prêt ou à un don. L'échéancier des opérations financières d'un prêt ou d'un don, qu'elles soient irrégulières ou régulières, est résumé dans le tableau d'amortissement. L'accord conclu entre le prêteur et l'emprunteur pour modifier les dates et/ou les montants des versements initiaux s'appelle un rééchelonnement.
Echéancier du service de la dette	: Algorithme qui définit, au sein d'une période donnée, les dates auxquelles les paiements au titre du service de la dette doivent être effectués. Cet algorithme peut s'appliquer au niveau du prêt et de la tranche ou concerner toutes les échéances.
Emprunteur	: Organisation ou entité définie comme telle dans l'accord de prêt ; c'est habituellement à elle qu'incombe la responsabilité d'assurer le service de la dette.
Encours de la dette	: Montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal.
Engagement	: Obligation ferme exprimée dans un accord ou un contrat équivalent, appuyée par l'ouverture d'un crédit ou la mise à disposition de fonds, et contractée par un créancier qui s'engage à fournir à un débiteur un montant déterminé, selon des modalités et conditions spécifiées et à des fins bien déterminées. Contractés habituellement à la date de signature de l'accord portant octroi d'un prêt ou d'un don, les engagements peuvent également prendre la forme de nouveaux engagements ou d'engagements additionnels.
Extérieur direct (type de prêt)	: Fait référence aux dettes que l'Etat ou le gouvernement central a directement contractées auprès des non-résidents
Extérieur garanti (type de prêt)	: Fait référence aux dettes du secteur privé garanties par le gouvernement ou d'autres institutions publiques ainsi qu'aux dettes dont le service est assuré par un débiteur public autre que le gouvernement (exemple, organismes paraétatiques), et contractées auprès des non-résidents.
Extérieur privé (type de prêt)	: Les dettes non garanties par l'état (ou le gouvernement central) ni aucune autre institution publique qu'une entité privée contractées auprès des non-résidents.
Flux bruts concernant la dette	: Les flux bruts correspondent aux tirages effectués sur des prêts.
Flux nets au titre de la dette	: Les flux nets relatifs à la dette correspondent aux tirages effectués sur les prêts (flux bruts) moins l'amortissement des prêts (remboursement du principal).
Garantie de l'état	: cas où le service de la dette correspondant à un prêt est garanti par une entité publique d'un pays, qui est une entité du secteur public distincte de l'emprunteur. Si l'emprunteur n'honore pas ses obligations, telles qu'elles sont définies dans l'accord de prêt, l'administration centrale du pays le fait à sa place. S'y ajoute le cas où une entité publique garantit des dettes privées.
Institution multilatérale	: Groupe de créanciers financiers internationaux, généralement des banques dont les pays membres de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) cofinancent conjointement des projets de développement au profit des bénéficiaires à des conditions favorables (concessionnelles) : longue maturité, longues périodes de remboursement et de grâce, taux d'intérêt inférieur ou égal à 4%, etc.
Intérêt	: Loyer à payer sur l'argent emprunté.
Intérêt intercalaire	: Montant des intérêts à payer durant la période du différé sur la partie décaissée (du prêt).
Intérêts de retard (également intérêt de pénalisation)	: En général, il s'agit du taux d'intérêt qui est ajouté au taux normal comme pénalité pour un paiement tardif. Dans le cadre du Club de Paris, il s'agit des intérêts échus sur le capital et des intérêts au titre des paiements exigibles avant la signature de l'accord bilatéral.
Intérêt moratoire	: constitue une pénalité ajoutée aux taux d'intérêt conventionnels et calculée sur la base des arriérés en principal et/ou en intérêts.
Intérieur (type de prêt)	: Fait référence à l'endettement intérieur public d'un pays. Au sens strict, la dette intérieure est représentée par l'agrégat des obligations, bons, titres d'emprunt, billets et autres titres directement émis par un gouvernement sur le marché national.
Libor	: Le LIBOR, sigle pour « London Interbank Offered Rate » (Taux interbancaire offert à Londres), mesure le coût approximatif des fonds obtenus par les banques sur le marché interbancaire de Londres. Chaque banque a son propre taux LIBOR qui reflète le coût des emprunts contractés par elle. Les taux du LIBOR sont toujours liés à des dépôts sur une période déterminée : 3 mois, 6 mois, etc.
Mise en vigueur	: Date à laquelle un accord général/accord de prêt ou un don prend effet. Il peut s'agir aussi de la date à laquelle un avenant à un prêt ou à un don prend effet. Egalement, la date du début des tirages.
Multilatérale (source de financement)	: Financement dont la source est le Groupe de la Banque Mondiale, les banques régionales de développement ou les autres agences intergouvernementales et multilatérales.
Obligation	: Titre de créance qui, une fois signé, crée l'obligation de payer à l'avenir une somme déterminée. C'est un certificat d'endettement qui est classé comme dette encourue par un gouvernement, un organisme public ou une société. Y figurent des détails concernant le taux d'intérêt à appliquer ainsi que les dates et conditions de remboursements. Les obligations peuvent être émises par souscription publique ou réservée.

Obligation au titre du service de la dette	: Tout paiement lié à un prêt.
Opération au titre du service de la dette	: Toute opération financière liée au remboursement du principal et au paiement des intérêts, des commissions et des intérêts de retard.
Opération de décaissement	: Type d'opération consistant à mettre à la disposition de l'emprunteur des ressources telles que biens, services ou fonds et à les imputer sur le prêt ou le don prévu par l'accord. Cette expression désigne en particulier l'enregistrement des décaissements réels, des décaissements en espèces et en nature, ainsi que des paiements directs.
Paiement anticipé (remboursement anticipé)	: Dans le cadre d'un accord de prêt, il s'agit du remboursement d'une somme avant sa date d'échéance.
Paiement différé	: Paiement qui est venu à échéance, mais dont le retard est imputable à l'attente de la conclusion de quelque accord, comme par exemple un accord de rééchelonnement.
Paiement direct	: Le bénéficiaire ou le débiteur-bénéficiaire d'un prêt ou d'un don peut demander au créancier ou au donateur de verser directement à un tiers des fonds imputés sur le prêt ou le don. Un paiement direct est toujours indiqué sur l'avis de décaissement du créancier ou du donateur.
Paiement rééchelonné	: Paiement qui devait être effectué conformément au tableau d'amortissement mais qui a été différé en vertu d'un accord mutuel entre le créancier et le débiteur.
Paiement au titre du service de la dette :	: Remboursement effectif du principal, paiement des intérêts et paiement des commissions et autres frais, ainsi que le paiement des intérêts de retard. Le montant en est utilisé pour calculer le rapport entre le service de la dette et les exportations.
Paiement par consolidation	: Traitement appliqué aux échéances originelles, en les considérant comme payés au titre des dites échéances originelles, et en les enregistrant comme dues au titre du réaménagement
Paiements d'intérêts	: paiements effectués conformément aux conditions d'octroi d'un prêt qui sont définies dans le tableau d'amortissement et dans le contrat et qui se calculent sur la base du ou des taux d'intérêt à appliquer et du mode de paiement du loyer de l'argent.
Paiements irréguliers	: Les paiements irréguliers sont ceux dont les intervalles entre les paiements ne sont pas identiques et dont le montant ne peut pas être calculé au moyen d'une formule arithmétique.
Paiements réguliers	: Les paiements réguliers sont ceux dont les intervalles entre les paiements sont identiques et dont le montant peut être calculé au moyen d'une formule arithmétique.
Passif conditionnel	: Ensemble de dettes financières indirectes de l'Etat. Celui-ci n'est pas le débiteur primaire mais il reste solidaire pour leur remboursement. En cas de faillite du redevable, c'est lui qui rembourse. Ces dettes comprennent la dette garantie par l'Etat, la dette des entités territoriales décentralisées, des entreprises publiques, de la Sécurité sociale...
Principal	: Capital investi ou argent prêté ou emprunté, portant parfois intérêt
Rachat de dette	: rachat au comptant par le débiteur de la totalité ou d'une partie de sa dette extérieure, non pas à sa valeur nominale, mais à une valeur incluant une décote.
Remboursement de principal	: Paiement effectué par le débiteur au profit du créancier pour le remboursement d'une partie du principal conformément au tableau d'amortissement
Rétrocession	: Il y a rétrocession lorsque des fonds sont empruntés par une institution financière nationale (normalement publique et agissant au nom du gouvernement). Le montant du prêt doit être mis à la disposition d'une tierce partie dans le pays de l'emprunteur, normalement avec l'accord préalable du créancier étranger.
Service de la dette	: Tous paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions diverses. Le service « réel » de la dette est le montant effectivement payé pour amortir une dette ; l'« échéancier » du service de la dette désigne une série de paiements à effectuer en vertu du contrat de prêt jusqu'à l'extinction de la dette.
Service de la dette historique	: Service cumulé de la dette, remboursements du principal, paiements des intérêts, commissions (y compris celles relatives au rééchelonnement et à la remise de la dette), arriérés et intérêts de pénalisation.
Soutenabilité ou Viabilité de la dette	: Elle peut être considérée comme assurée lorsqu'un pays est en mesure de remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés. Les indicateurs de l'endettement ou de la viabilité de la dette sont exprimés en ratios.
SYGADE	: Le SYGADE (ou Système de gestion et d'analyse de la dette) est l'acronyme et le nom d'un programme (et d'un logiciel) développés par la CNUCED, organe subsidiaire des nations-Unies, pour renforcer les capacités de gestion de la dette publique pour les pays dits « en développement »
Taux d'intérêt	: Montant que le débiteur s'engage à verser par unité de temps pour chaque unité de capital investi.
Transferts nets au titre de la dette	: Les transferts nets relatifs à la dette correspondent aux flux nets moins les intérêts des prêts.



DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

4, Avenue de la Justice
Commune de la Gombe
Ville de Kinshasa
République Démocratique du Congo
B.P. : 12673 Kinshasa I
E-mail : dgdp_rdc@yahoo.fr
dgdp@minfinrdc.com
Site web: <http://www.dgdp-rdc.org>